

REMIS EN FÉVRIER 2014

**RAPPORT D'ÉTUDE**

**INJEPR-2014/06**

# Familles rurales et l'action jeunesse

## Enquête auprès des bénéficiaires et des acteurs

---

**Jean-Claude RICHEZ**

---

Commanditaire : Familles rurales



**Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire**

Établissement public sous tutelle du ministère chargé de la jeunesse

95 avenue de France - 75650 Paris Cedex 13 - Tél. : 01 70 98 94 00 - [www.injep.fr/](http://www.injep.fr/) [www.erasmusplus-jeunesse.fr](http://www.erasmusplus-jeunesse.fr)

**L'Observatoire**  
DE LA jeunesse ET DES POLITIQUES  
DE JEUNESSE

**Pour citer ce rapport**

Richez J.-C., *Familles rurales et l'action jeunesse. Enquête auprès des bénéficiaires et des acteurs*, rapport d'étude, INJEP, novembre 2014.

## Contexte de l'étude

Cette étude a été menée à la demande de Familles rurales dans le cadre de l'orientation qu'elle a engagée en 2011 autour d'une nouvelle dynamique jeunesse, avec pour objectifs de favoriser l'engagement des jeunes au sein du mouvement et de développer les actions en direction des jeunes. Cela impliquait de mieux connaître les jeunes qu'elle mobilisait autour de son réseau mais aussi le regard porté par les parents, les fédérations, les associations locales et les professionnels de jeunesse. L'étude entrait dans l'élaboration du Projet jeunesse de la fédération nationale, adopté en avril 2014.

## Comité de suivi

Comité de suivi constitué par Éric Rossi et Alessandra Soleilhac des Familles rurales.

## Méthodologie et problématique

L'essentiel de l'étude repose sur une enquête quantitative par questionnaires (5) auprès des jeunes (1 980), des parents 586), des fédérations (24) des associations locales (214) et des professionnels de jeunesse (104). Elle a été passée sans échantillonnage préalable entre septembre 2012 et avril 2013. Elle a été complétée par la tenue de focus groupes avec des jeunes du réseau. Parallèlement, 2 000 jeunes des maisons familiales et rurales (MFR) répondaient au même questionnaire.

Les questionnaires ont été élaborés à partir des constats et des problématiques des acteurs de terrain intervenant dans le champ de la jeunesse par Familles rurales autour des thématiques : jeunes et territoires de vie, jeunes et vie quotidienne, jeunes et engagement, jeunes et relations sociales. Les questionnaires ont fait l'objet d'un tri à plat et d'un tri croisé par âges pour les jeunes. L'analyse des résultats a été complétée par un certain nombre d'autres enquêtes portant sur les jeunes en général ou les jeunes en milieu rural.

## Résumé

L'étude permet de préciser d'abord le profil des jeunes ruraux mobilisés par Familles rurales : très attachés au milieu rural, satisfaits de leur situation, engagés pour au moins la moitié d'entre eux. Les parents considèrent qu'ils ont de bonnes relations avec leurs enfants. Ils attendent surtout des pouvoirs publics une intervention dans le champ du logement de l'emploi et de la santé et le financement d'aides directes aux jeunes. Ils attendent des associations qu'elles occupent les jeunes. Les fédérations proposent certes des actions aux jeunes mais n'ont pas de véritable politique jeunesse. Elles ont une perception décalée par rapport aux attentes des jeunes et estiment effectivement avoir besoin de mieux les connaître. Les professionnels travaillent surtout en accueil de loisirs donc avec les plus jeunes. Ils se heurtent à leur faible participation et aux difficultés de déplacement. L'étude propose en conclusion cinq pistes à développer pour l'action jeunesse.

## Auteur

**Jean-Claude Richez**, coordonnateur de la mission observation évaluation à l'INJEP, précédemment responsable de l'unité de la recherche, des études et de la formation dans le même établissement de 2002 à 2009.

## Mots clés

MILIEU RURAL ; JEUNE RURAL ; SOCIOLOGIE DE LA JEUNESSE ; CONDITION DE VIE ; MODE DE VIE ; LOISIR ; ENGAGEMENT ; ASSOCIATION DE JEUNESSE ; JEUNESSE ; POLITIQUE PUBLIQUE LOCALE ; ACTEUR LOCAL.



## SOMMAIRE

PREAMBULE METHODOLOGIQUE	7
PREMIERE PARTIE : LA PAROLE DES JEUNES	9
Profils sociodémographiques des jeunes répondants	9
Majoritairement des ruraux qui vivent chez leurs parents	9
Une mixité sociale, mais prédominance des milieux populaires	9
Un public majoritairement féminin	9
Des études courtes et une entrée précoce dans la vie active	9
Des jeunes plutôt diplômés	10
Des jeunes globalement satisfaits de leur situation, malgré quelques difficultés	11
Les principales difficultés rencontrées	11
Leurs projets à court terme	12
Le rapport au milieu rural	13
L'attachement au milieu rural	13
Revenir et rester, plutôt que partir	13
L'engagement bénévole des jeunes	13
Des jeunes plutôt engagés	13
« Être utile », « aider les autres », principaux motifs d'engagement des jeunes	13
Le sport pour les plus jeunes, l'aide humanitaire et l'éducation pour les plus âgés	14
Le manque de temps : le premier obstacle à l'engagement	14
Les loisirs les plus plébiscités	14
L'éclairage des questions ouvertes et des focus groupes	15
Les questions ouvertes	15
Les focus groupes	17
DEUXIEME PARTIE : LA VISION DES PARENTS	21
Profils sociodémographiques des parents	21
Les relations avec les enfants	21
Le rapport des jeunes au milieu rural et à l'avenir	22
L'action publique en direction des jeunes	22
Les attentes des parents vis-à-vis de Familles rurales	22
Occuper les jeunes	22
Confiance envers les jeunes	23

<b>TROISIÈME PARTIE : LE VECU DES ACTEURS DE L'ACTION JEUNESSE</b>	<b>25</b>
Les fédérations .....	25
L'action jeunesse dans la stratégie fédérale.....	25
La place des jeunes dans les fédérations.....	25
Une bonne connaissance des dispositifs et des partenaires nationaux .....	25
Une connaissance plus mitigée des acteurs territoriaux et locaux.....	25
Le besoin d'une meilleure connaissance des attentes des jeunes .....	26
Les associations.....	27
La place des jeunes dans l'action des associations.....	27
Une perception décalée des attentes des jeunes .....	28
Les organisateurs de l'action jeunesse.....	28
Une mixité des publics.....	28
Les principaux lieux de regroupement.....	28
Le partage de l'expertise avec les fédérations.....	29
Les professionnels de jeunesse .....	30
Des professionnels plutôt qualifiés .....	30
Une perception des jeunes plus réaliste.....	30
Le point de vue des partenaires.....	31
Familles rurales et les Maisons familiales rurales (MFR) : comparaison des réponses des jeunes.....	31
Familles rurales et MFR : comparaison des réponses des parents .....	34
 <b>CONCLUSION : DES PISTES POUR DEVELOPPER L'ACTION JEUNESSE</b>	 <b>37</b>
Passer d'une logique d'animation à une logique d'accompagnement .....	37
Faciliter les mobilités .....	37
Être porte parole avec et pour les jeunes ruraux.....	37
Reconnaître les jeunes comme une véritable ressource .....	38
Susciter l'envie d'agir et de prendre des responsabilités .....	38
Définir une stratégie jeunesse partagée au sein du mouvement .....	38

## PREAMBULE METHODOLOGIQUE

Cette étude a été menée par la fédération nationale Familles rurales dans le cadre de la réflexion nationale, engagée depuis fin 2011, sur la place et les attentes des jeunes sur les territoires ruraux.

Elle avait pour but de nourrir la rédaction du nouveau projet jeunesse du mouvement pour la période 2014-2017, et répondait pour cela aux objectifs suivants :

- Mieux connaître les attentes et besoins des jeunes qui vivent sur les territoires ruraux
- Définir la nature des actions et de l'accompagnement que pourra développer Familles rurales avec, par et pour les jeunes
- Proposer des pistes d'action pour les jeunes du milieu rural à destination des acteurs du milieu rural (élus, collectivités territoriales, partenaires...) et des pouvoirs publics

Des consultations ont été réalisées, *via* des questionnaires et des focus groupes, entre septembre 2012 et avril 2013, en direction de cinq cibles, à savoir des jeunes, des parents, des professionnels de la jeunesse, des associations locales et des fédérations du réseau Familles rurales.

Ces questionnaires ont été élaborés à partir des constats et des problématiques des acteurs de terrain dans le champ de la jeunesse et recouvraient les thématiques suivantes :

- Jeunes et territoire de vie
- Jeunes et vie quotidienne (emploi, santé, logement, loisirs, culture...)
- Jeunes et engagement
- Jeunes et relations sociales

Le traitement des résultats a été réalisé par la fédération nationale Familles rurales avec l'appui de l'INJEP, qui a apporté son expertise dans le domaine de la jeunesse et de la vie associative.

L'analyse des résultats a porté sur l'exploitation des questionnaires traités par la fédération nationale, à savoir :

- 1 980 jeunes qui fréquentent les espaces jeunes du réseau (relais jeunes), les services civiques et les formations BAFA/BAFD organisées par Familles rurales.
- 586 parents adhérents
- 24 fédérations (soit un tiers du réseau)
- 214 associations locales (soit 10 % du réseau)
- 102 professionnels de jeunesse (animateurs locaux)

Les résultats présentés ici sont issus de l'exploitation des questionnaires saisis. Ils comprenaient des questions à choix unique, ainsi que des questions à choix multiple. Le questionnaire « jeunes » et le questionnaire « parents » incluaient également des questions ouvertes (trois pour le premier et une pour le second), qui ont fait l'objet d'une analyse de la fréquence des occurrences de mots regroupés par champ sémantique sur deux cent réponses par questionnaire et une vingtaine de champs par question. Les données ont été traitées manuellement.

L'enquête a été complétée par la tenue de focus groupes avec des jeunes. Les questions ouvertes et les focus groupes ont permis d'introduire une approche plus qualitative. Parallèlement, le réseau des maisons familiales et rurales (MFR) a passé l'enquête auprès des jeunes et des parents de leur réseau, ce qui a permis de réaliser des comparaisons et de dégager des différences et des similitudes (voir p. 34).

Les questionnaires ont fait l'objet de tris à plat complétés, pour la cible « jeunes », par un tri croisé sur les âges qui permet d'identifier les effets de seuil selon les différents groupes d'âge au niveau des attentes et des situations. Comment accompagner et que proposer à des jeunes (qui vont des adolescents aux jeunes adultes), avec des attentes, des motivations et des situations différentes ?

La représentativité des répondants au questionnaire est celle de ceux qui se sont sentis impliqués et qui ont adhéré à la démarche. Le nombre de répondants « jeunes » constitue un corpus convenable, de même que celui des « parents » et des « associations ». Seulement un tiers des « fédérations » ont répondu. Concernant les professionnels de jeunesse, avec une centaine, le nombre de répondants est faible, mais significatif. Ce sont essentiellement des animateurs qui ont répondu. La mobilisation des différentes cibles pour répondre au questionnaire est déjà une information en soi et reflète la situation de l'action jeunesse au sein du réseau Familles rurales.

L'analyse des résultats a été complétée en utilisant un certain nombre d'autres enquêtes portant sur les jeunes en général ou sur les jeunes en milieu rural. L'enquête Valeurs des jeunes menée par l'INJEP dans le cadre de l'Association pour la recherche sur les valeurs (ARVAL) qui remonte à 2008<sup>1</sup>, l'enquête de France Bénévolat sur l'engagement bénévole des jeunes qui remonte également à 2008<sup>2</sup>, l'enquête du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) sur le rapport des jeunes à la campagne qui date, elle, de 2004-2006<sup>3</sup> et l'enquête plus récente de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) sur l'orientation et l'avenir professionnel des jeunes de 2012<sup>4</sup>.

### QU'ENTEND-ON PAR « RURAL » ?

Comme dans toute enquête portant sur le milieu rural, encore faut-il définir ce que l'on entend par « rural ». Le questionnaire distinguait les communes de moins de 500 habitants, entre 500 et 1 000, de 1 000 à 2 500, de 2 500 à 7 500, de 7 500 à 10 000 et de plus de 10 000 et par ailleurs, elle questionnait sur les notions de « rural isolé », « rural dense », « périurbain » et « urbain », ce qui donnait la possibilité de comparer entre situation réelle et situation perçue, à travers la question « vous sentez-vous rural ou urbain ? ». Nous avons fait le choix de retenir d'un côté les communes de moins de 2 500 habitants proche du seuil des 2 000 de la géographie classique et, de l'autre côté, celles de plus de 10 000 habitants.

Ce découpage est évidemment discutable. Voir par exemple l'essai récent de Jacques Lévy, *Réinventer la France*\*. Ce géographe considère, à partir des définitions habituellement reçues de l'urbain et de données de l'INSEE, que seules 84 % des communes isolées, c'est-à-dire n'appartenant pas à des unités urbaines, peuvent être véritablement comptabilisées comme rurales. Elles ne représentent alors que 3,95 % de la population\*\*. L'INSEE à l'opposé considère aujourd'hui que ne relèvent véritablement de l'urbain que les grandes aires urbaines définies comme comptant au moins 10 000 emplois, soit environ 25 000 habitants. Elle en recense 235 comptant environ 40 millions d'habitants. Si l'on s'arrête à cette approche, on a effectivement délimité un espace qui correspond à peu près à celui d'implantation de Familles rurales aujourd'hui. Dans ce contexte, on comprend les variations des répondants entre la réalité démographique de leur commune et leur perception de l'espace où ils vivent.

\* Jacques Lévy, *Réinventer la France*, Fayard, Paris, 2015.

\*\* *Ibid.*, p. 60

<sup>1</sup> L'ARVAL, dirigée par Pierre Bréchon, professeur à l'IEP de Grenoble, participe pour la France à l'enquête internationale sur les valeurs depuis plus de trente ans. Dans ce cadre, l'INJEP suit plus particulièrement le volet jeunesse piloté par Olivier Galland (EHESS) et Bernard Roudet (INJEP). Voir pour les éléments les plus récents : Olivier Galland et Bernard Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis trente ans*, La Documentation française, Paris, 2012.

<sup>2</sup> Enquête France Bénévolat, « L'engagement bénévole des jeunes. Analyse et recommandations », étude menée au cours de l'année 2008 sous la direction de Dominique Thierry, vice-président de France Bénévolat.

<sup>3</sup> MRJC, Enquête sur le rapport des jeunes à la campagne, les freins et les leviers à leur installation en rural (2004-2006). Les résultats de cette enquête ont été publiés pour partie dans la collection des « Cahiers de l'action » de l'INJEP (n° 10) : MRJC, *Accueillir les jeunes en milieu rural. Pour des territoires solidaires*, Marly-le-Roi, 2007.

<sup>4</sup> Enquête JOC 2012, Orientation et avenir professionnel des jeunes.

## PREMIÈRE PARTIE : LA PAROLE DES JEUNES

### PROFILS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES JEUNES RÉPONDANTS

1 980 jeunes ont répondu aux questionnaires. Afin de déterminer si leurs attentes étaient variables selon leur âge, leurs réponses ont fait l'objet de tris croisés par âge, ce qui a permis de dégager trois groupes dans les répondants de cette cible : avant 18 ans, entre 18 et 20 ans et à partir de 21 ans. Entre chaque groupe deux seuils décisifs : la sortie du cycle d'enseignement secondaire (vers 18 ans) et la fin des études pour une majorité de jeunes. 61 % des jeunes répondants ont entre 15 et 18 ans.

#### Majoritairement des ruraux qui vivent chez leurs parents

Les trois-quarts vivent chez leurs parents (ce qui est lié en grande partie à l'âge des répondants, majoritairement des 15-18 ans), résident en milieu rural et se considèrent bien comme ruraux. Ce qui est confirmé par les données objectives, car ils sont 59 % à vivre dans des communes de moins de 2 500 habitants, contre seulement 16 % dans des communes de plus de 10 000. Il s'agit d'une population qui vit majoritairement dans des villages et des petites communes.

Jusqu'à 18 ans, un nombre important de jeunes vit dans de toutes petites communes : plus d'un tiers vivent sur des communes de moins de 1 000 habitants.

Mais avec l'âge, la part de ceux qui habitent dans des communes de taille plus importante (plus de 10 000 habitants) tend à augmenter. Le seuil de plus de 1 sur 5 est dépassé à partir de 19 ans. La poursuite des études ou l'accès à un emploi peut expliquer cette évolution.

La comparaison des résultats entre la question « où habitez vous : ville ou campagne ? » et « taille de la commune où vous habitez ? » met en évidence que pour les jeunes le seuil ville/campagne se situe entre 2 500 et 5 000 habitants. Or, jusqu'à 5 000 habitants, on est bien encore dans le rural.

#### Une mixité sociale, mais prédominance des milieux populaires

Les jeunes appartiennent surtout à des milieux populaires ; ils sont enfants d'employés (23 % des pères sont employés et 48 % des mères), d'ouvriers (22 % des pères sont ouvriers contre 11 % des mères) et d'agriculteurs (10 % des pères et 4 % des mères sont agriculteurs) : soit au total 58 % des pères et de 63 % des mères de milieux populaires. Il faut noter également qu'il y a un taux significatif de parents qui ne travaillent pas, 13 % des mères (mais seulement 4 % des pères). Si les classes populaires dominent, il y a cependant une mixité sociale : si on retient la profession du père, on trouve 15 % de cadres et de professions supérieures, 12 % d'artisans, de commerçants et chefs d'entreprise, 6 % de professions intermédiaires.

#### Un public majoritairement féminin

Ce sont surtout des jeunes femmes qui ont répondu au questionnaire (70 %). Il y a une quasi parité seulement pour les 15-16 ans ; au-delà, les garçons ne représentent qu'entre un tiers et un quart des répondants.

#### Des études courtes et une entrée précoce dans la vie active

Les questions relatives à la situation des jeunes permettent de confirmer qu'il existe bien trois catégories qui rencontrent des situations différentes – jusqu'à 18 ans, entre 18 et 21 ans et à partir de 21 ans –, catégories qui se retrouvent également au niveau de leurs préoccupations, de leurs attentes, et de leur rapport à l'avenir.

Parmi les 15-17 ans, les trois quarts sont soit lycéens soit collégiens, et un cinquième est en stage ou en apprentissage.

Entre 18 et 20 ans, plus de 75 % des jeunes restent en formation sous une forme ou une autre (lycéen, étudiant, apprenti), avec une proportion plus importante d'étudiants.

Au-delà de 20 ans, ce n'est plus qu'une moitié des jeunes qui est en formation avec, dès 21 ans, un fort contingent de jeunes à la recherche d'un emploi (25 %).

À 21 ans, le nombre de demandeurs d'emploi l'emporte sur ceux qui sont en emploi (25 % contre 16 %) et, à partir de 22 ans, le nombre de ceux qui ont un emploi dépasse les 50 % seulement à partir de 25 ans.

De ces résultats, nous retiendrons une entrée relativement précoce des jeunes dans la vie active, à savoir dès 21 ans, ce qui distingue les jeunes de Familles rurales du reste des jeunes Français. Quand ils ont terminé leurs études, ils se retrouvent, pour un nombre significatif d'entre eux, souvent dans des situations plus ou moins précaires (stage, recherche d'emploi, autres). C'est la règle également pour les jeunes Français de ces tranches d'âge.

### Des jeunes plutôt diplômés

De manière générale, parmi les répondants, le nombre de ceux qui n'ont aucun diplôme est relativement faible : 4 % à 20 ans. Selon l'INSEE (enquête emploi 2011), les jeunes Français sont 8,5 % sans aucun diplôme dans la tranche des 20-24 ans. À 20 ans, un jeune sur deux a le niveau bac, et ce chiffre monte à plus de 64 % pour les jeunes de 22 ans. Les jeunes de Familles rurales apparaissent donc comme plutôt diplômés au-delà de 21 ans par rapport à la moyenne des jeunes Français.

Rappelons pour mémoire que les « bacs et plus » sont, selon la même source INSEE, 50,3 %. Si l'on rapporte ces chiffres au caractère plutôt populaire de Familles rurales nous avons là des chiffres relativement élevés compte tenu de l'origine sociale. Nous savons en effet qu'en règle générale les jeunes issus des milieux populaires sont moins diplômés que les autres, que l'origine sociale détermine fortement le niveau de diplômes comme en témoigne la part des enfants de cadres et d'ouvriers aux différents niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur.

Le tableau ci-dessous met en évidence pour la population des jeunes enquêtés des chiffres qui se situent globalement dans la moyenne nationale.

Tableau 1. Diplôme des jeunes sortants en fonction du milieu social en 2007-2009

	Diplôme supérieur	Baccalauréat	CAP et BEP	Brevet et aucun diplôme
Ouvriers et employés	31 %	26 %	21 %	22 %
Cadres et intermédiaires	61 %	23 %	8 %	8 %
Ensemble de la population	42%	25%	16%	17%

Source : MENJVA/DEPP d'après enquêtes INSEE<sup>5</sup>,

<sup>5</sup> Rocher T., « Données statistiques. Éducation », in Labadie F., *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012*, La Documentation française/INJEP, Paris, 2012, p. 108-111.

## DES JEUNES GLOBALEMENT SATISFAITS DE LEUR SITUATION, MALGRE QUELQUES DIFFICULTÉS

Treize thématiques relatives aux difficultés potentielles que peuvent rencontrer les jeunes étaient proposées. S'il ressort qu'ils rencontrent globalement peu de difficultés, dans le détail, cependant, plusieurs thématiques présentent des difficultés significatives, dont deux plus particulièrement : celle des transports pour les plus jeunes et celle de l'autonomie financière pour les plus âgés.

### Les principales difficultés rencontrées

#### **L'autonomie financière**

Les problèmes commencent à se poser à partir de 18 ans et c'est un obstacle non négligeable pour un jeune sur cinq, pour plus d'un tiers des jeunes à partir de 20 ans, et surtout cela reste encore problématique pour un quart des jeunes de 25 ans.

#### **Les transports et les déplacements**

Alors que tous les travaux concernant les jeunes ruraux mettent en évidence comme première attente celles renvoyant aux questions de déplacement et de transports, celles-ci semblent moins préoccuper les jeunes de Familles rurales. Les transports dans l'enquête apparaissent comme posant problème pour 30 % des 17-18 ans.

La question est marginale, ou presque, pour les plus de 20 ans, qui, à travers ces résultats, apparaissent comme étant autonomes, au moins en ce qui concerne leurs déplacements. Ce qui n'est pas nécessairement le cas pour les ruraux les plus pauvres tant pour ceux qui vivent en rural isolé ou en grand périphérique urbain si l'on se reporte aux travaux de Mélanie Gambino ou encore de Nicolas Renahy<sup>6</sup>.

#### **Les études**

Les études constituent une préoccupation seulement pour 15 % environ des 15-21 ans avec cependant un petit pic à 16 ans (fin du collège, première année de lycée) et à 19 ans (première année dans l'enseignement supérieur).

#### **L'emploi**

Le problème de l'emploi augmente progressivement avec l'âge, et présente deux pics, un à 21 ans (pour 41 %) ce qui correspond à la fin des formations supérieures courtes et, un autre, à 24 ans, âge de la fin des études supérieures.

#### **Pour accéder à l'emploi : être mieux informé et orienté**

Concernant les problèmes liés à l'accès à l'emploi, les jeunes étaient interrogés sur les moyens pour améliorer l'accès à l'emploi. Les réponses font apparaître une forte demande d'information sur les formations et leurs débouchés à tous les âges, suivie par des demandes d'information sur l'orientation et les métiers. Le besoin d'accompagnement personnalisé est retenu par les jeunes de 22 à 24 ans.

#### **Le logement**

Les difficultés apparaissent à partir de 21 ans, ce qui est cohérent avec le fait qu'en moyenne les jeunes Français décohabitent autour de 22 ans.

### LE REGARD DU MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE (MRJC)

Ces enjeux qui se nouent autour de la question de l'orientation en général, nous le retrouvons aussi bien dans l'enquête récente de la JOC que dans celle, plus ancienne, du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). Ce dernier, au vu de son enquête écrivait : « Dès l'adolescence, le choix de l'orientation scolaire, pour des jeunes habitant en milieu rural, influence le milieu géographique futur de la vie et du travail de ces jeunes. Soit ces jeunes choisissent dans les établissements aux alentours de leur domicile une formation, souvent courte, soit ils quittent le domicile parental. Donc, dès l'âge de 14-15 ans, une différence se fait entre ceux qui veulent partir et ceux qui restent.\* »

\* MRJC, Enquête sur le rapport des jeunes à la campagne, les freins et les leviers à leur installation en rural (2004-2006).

<sup>6</sup> Gambino M., « Les jeunes dans les espaces de faible densité : d'une expérience de l'autonomie au risque de la captivité » dans *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n° 41, automne 2007 ; Gambino M., *Vivre dans les espaces ruraux de faible densité de population : pratiques et représentations des jeunes dans le Périgord vert (France) et le Rural Galway (Irlande)*, Thèse Toulouse 2, 2008. Laferte G., Renahy N., « Mondes ruraux et périurbains : quelles représentations, quelles réalités ? », in Vall R., Rossignol L., *Représentations et transformations sociales des mondes ruraux et périurbains*, Rapport du Sénat, 2013, p. 16-30 ; ou encore Renahy N., *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, coll. « Poche/Sciences humaines et sociales », Paris, 2010.

**La santé**

Les jeunes ruraux de Familles rurales comme les jeunes Français sont plutôt en bonne santé et ne sont confrontés à des problèmes de santé que pour une faible part d'entre eux avec, cependant, deux très légers pics à 20 ans et à 23 ans. Les réponses sont tout à fait cohérentes avec les chiffres donnés par le Baromètre santé de l'INPES (2010), dans lequel 96 % des jeunes de 15 à 30 ans se déclarent en bonne santé<sup>7</sup>.

**Les loisirs (activités artistiques, sportives, culturelles)**

Les jeunes paraissent satisfaits de leurs pratiques de loisirs, avec cependant une légère inflexion à 19 ans et à 21-22 ans, ce qui correspond pour les premiers, comme évoqué précédemment, au changement de statut scolaire et pour les seconds, à l'entrée dans la vie active avec tout ce que cela implique comme changements de cadre de vie pour un jeune.

**Les amis, les copains**

Les relations sociales sont bonnes et s'améliorent avec l'âge. Nous retrouvons là le fait que l'amitié est l'une des valeurs privilégiées par tous les jeunes. Une donnée essentielle qui est pourtant rarement prise en compte dans les politiques publiques.

**Les mobilités dans le cadre de dispositifs publics (Erasmus, SVE, Jeunesse en action ...)**

Les jeunes ne signalent pas *a priori* de difficultés majeures quant à l'accès aux dispositifs publics de mobilité, avec cependant deux petits pics pour les 17-18 ans et pour les 22-23 ans.

**La connaissance de leurs droits**

Les difficultés liées à la connaissance de leurs droits augmentent avec l'âge, avec un pic à 21 ans qui touche un peu plus d'un jeune sur trois. Cette mauvaise connaissance de leurs droits a souvent pour conséquence le phénomène bien connu du non-recours aux droits.

**Les autres thématiques**

Enfin, les difficultés relatives aux « relations au sein de la famille », aux « usages numériques » et à « l'égalité hommes/femmes » sont très marginales.

**Leurs projets à court terme**

Un net clivage apparaît entre les plus jeunes et les plus âgés. Jusqu'à 20 ans, le projet à court terme qui prime est naturellement de terminer ses études. À partir de cet âge, quand les jeunes arrêtent leurs études, la préoccupation première va être de trouver un emploi.

« Fonder une famille » et « avoir un enfant » s'impose seulement pour un tout petit pourcentage de jeunes comme d'ailleurs le fait de vivre en couple. À noter que ces réponses sont en contradiction avec ce que mettent en évidence les réponses aux questions ouvertes. Cette contradiction peut s'expliquer par le fait que nous sommes encore loin de l'âge de la mise en couple stable, qui est, en France, autour de 27 ans.

Dans un autre ordre d'idée, le projet de mobilité à l'international reste faible, autour de 5 %. Le projet de passer d'abord du bon temps est peu plus élevé, autour de 10 %.

---

<sup>7</sup> Les résultats du Baromètre santé pour les jeunes ont été publiés dans la revue de recherche de l'INJEP, *Agora débats/jeunesses*, n° 63, 2013/1.

## LE RAPPORT AU MILIEU RURAL

### L'attachement au milieu rural

Les jeunes consultés manifestent plutôt un sentiment positif et un attachement à la vie en milieu rural ; on retrouve cependant, comme sur d'autres items, une rupture à 21 ans, qui renvoie au changement de statut déjà évoqué plus haut.

#### Les 18-21 ans

Une grande majorité des jeunes de Famille rurales considèrent leur environnement comme étant quelque chose d'ordinaire, « un lieu de vie comme un autre avec des avantages et des inconvénients ». Ce sont par contre les plus jeunes, les 15-17 ans, et les plus âgés, les plus de 21 ans, qui considèrent qu'appartenir au milieu rural est une chance (autour de 30 % en moyenne). Ceux qui le perçoivent comme une contrainte, un handicap représentent une proportion relativement faible, environ 7 %.

Ces fluctuations dans leur rapport au milieu rural se retrouvent quand à la façon dont ces jeunes imaginent leur avenir.

### Revenir et rester, plutôt que partir

Cet attachement croît avec l'âge. Ce sont surtout les plus jeunes qui souhaitent en partir définitivement et souhaitent le moins y rester. À partir de 23 ans, ils sont environ 50 % à imaginer rester en milieu rural. Il faut noter que les 18-22 ans sont également les plus nombreux à imaginer le quitter pour y revenir plus tard.

## L'ENGAGEMENT BENEVOLE DES JEUNES

### Des jeunes plutôt engagés

Une surprise concerne l'engagement bénévole, qui tend à croître avec l'âge, ce qui ne correspond pas au régime habituel de l'engagement bénévole des Français, à savoir qu'il tend à diminuer à partir du moment où un jeune entre dans la vie active.

Il faut noter encore que les chiffres de l'activité bénévole de cette enquête dépassent ceux recueillis par Bernard Roudet de l'INJEP dans le cadre de l'enquête Valeurs des jeunes qui donne un chiffre de 19 % de jeunes engagés dans une activité bénévole en général (tranche des 18-29 ans). La moyenne pour l'ensemble de la population est de 23 %. La même enquête donnait 37 % de jeunes appartenant à une association et 38 % pour la population totale<sup>8</sup>.

### « Être utile », « aider les autres », principaux motifs d'engagement des jeunes

#### LE REGARD DU MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE (MRJC)

Les réponses apportées à des questions similaires posées par le MRJC sont globalement convergentes avec un attachement peut-être encore plus fort chez les jeunes du MRJC. Les jeunes interrogés par le MRJC répondaient à 87 % qu'ils désiraient vivre à la campagne et soulignaient que « le sentiment des jeunes ne s'arrête pas à une perception positive du milieu rural, il va jusqu'à envisager un projet de vie » et que ce désir n'était pas nécessairement exprimé « comme un retour sur un territoire d'origine, mais à la campagne de façon générale\* » : 72 % désirent y travailler.

Même fluctuation également selon les âges : le désir de vivre et travailler à la campagne est plus important chez les plus âgés (24-30ans) que chez les plus jeunes (17-24 ans).

\* MRJC, Enquête sur le rapport des jeunes à la campagne, les freins et les leviers à leur installation en rural (2004-2006).

<sup>8</sup> Bernard Roudet, « Participation associative, des jeunes plus engagés dans la vie de la cité », *Jeunesse, études et synthèses*, n°4, mai 2011.

## FRANCE BENEVOLAT

France bénévolat souligne que « quel que soit leur âge, les bénévoles se souviennent s'être engagés tout d'abord par besoin d'activités ; ensuite sur des sollicitations d'amis ou de groupe local. Les jeunes sont plus sensibles que leurs aînés à l'image dynamique de l'association : 28 % de choix entre 18 et 25 ans, pour une moyenne nettement inférieure à 20 %.

L'enquête de France Bénévolat met en évidence que « plus on avance en âge, et plus on a de chance de se trouver dans une grande association : seulement 47% des 18-25 ans, mais 63% des plus de 55 ans y sont engagés. Par ailleurs, et inversement, 34 % des jeunes bénévoles se trouvent dans une petite association, cette proportion baissant à 23 % entre 55 et 60 ans, et jusqu'à 15 % chez les plus de 65 ans »\*1 : Effet d'âge ou changement en cours des régimes d'engagement ? On ne s'engage plus de la même manière.

À comparer avec les chiffres donnés par Bernard ROUDET pour les 18-29 ans, avec une tranche d'âge plus large 19 % d'adhérents et 5 % avec une activité bénévole. Ces comparaisons sont à titre tout à fait indicatif compte tenu du fait que vraisemblablement on ne met pas exactement la même chose sous les termes, avec l'hypothèse au'à Familles Rurales. adhésion et engagement sont peut être confondus dans les réponses.

Dans les motifs privilégiés à l'origine de l'engagement bénévole, conformément, à la plupart des enquêtes menées auprès de jeunes, ressort d'abord la volonté de se rendre utile et un fort altruisme, qui est confirmé par le pourcentage relativement important accordé à la recherche de rencontres d'autres personnes. Ceci peut s'expliquer par l'isolement des jeunes en milieu rural, mais renvoie aussi à une dimension souvent négligée de la vie associative, celle de l'espace de socialisation.

Il est à noter également qu'avec l'âge émerge et se développe l'idée qu'à travers l'engagement associatif on peut « s'enrichir personnellement » et « acquérir des compétences ». Conformément aux études portant sur l'engagement associatif, l'item engagement pour défendre une cause est peu cité.

### Le sport pour les plus jeunes, l'aide humanitaire et l'éducation pour les plus âgés

Pour ce qui est des domaines de l'engagement des jeunes, l'engagement sportif est le plus cité. Il concerne 1 jeune sur 5 environ pour les 15-16 ans. C'est un domaine d'engagement prépondérant dans les milieux populaires en général.

Chez les plus âgés, par contre, les thématiques mises en avant sont d'abord l'aide humanitaire dès 18-19 ans et l'éducation pour les 22-25 ans. *A contrario*, l'engagement sportif pour ces classes d'âge est à un niveau très bas, en dessous de 10 %, mais en partie compensé pour ces âges par un niveau un peu plus élevé (comparé aux plus jeunes) des engagements culturels : 17 %, 19 % et 23 % à respectivement 22, 23 et 25 ans.

### Le manque de temps : le premier obstacle à l'engagement

Le manque de temps est le principal obstacle à l'engagement cité par 60 % des jeunes les jeunes. Elle est au dessus de 25 % à partir de 19 ans, et atteint 29 % à 19 ans et 22 ans. Arrivent ensuite, mais loin derrière (moins d'un quart des jeunes) et dans les mêmes proportions, l'âge des bénévoles et le manque de confiance (environ 22 %).

### Les loisirs les plus plébiscités

C'est le sport qui arrive en tête (56 %), suivi de près par l'envie de se retrouver entre amis (53 %). Et dans des proportions un peu plus faibles, les sorties (1/3 des jeunes), la musique et les fêtes (pour un quart des jeunes).

Par contre, le théâtre, la télévision, les concerts et la lecture, quant à eux, n'atteignent pas les 10 %. Il est intéressant de noter que les jeux vidéo et internet ne sont cités que par 14 % des jeunes.

## FRANCE BENEVOLAT

L'étude de France bénévolat attire également l'attention sur le fait que ce manque de temps à un caractère saisonnier et qu'on doit le prendre en compte dans l'action jeunesse. « Il est évident, écrit France Bénévolat, que les jeunes ou les étudiants qui acceptent de s'engager bénévolement dans la vie associative le font selon les rythmes scolaires et universitaires : plutôt d'octobre à avril, éventuellement l'été ; plutôt en fin d'études, ou au moins en fin de cycle. Vouloir et accepter des jeunes ou des étudiants dans une association, c'est tenir compte de ces rythmes et trouver des activités compatibles avec ceux-ci »<sup>1</sup>

\* Enquête France Bénévolat, « L'engagement bénévole des jeunes. Analyse et

## L'ÉCLAIRAGE DES QUESTIONS OUVERTES ET DES FOCUS GROUPES

### Les questions ouvertes

Les trois questions ouvertes posées aux jeunes portaient sur leur vision de Familles rurales, ce qu'ils désiraient changer dans leur commune et comment ils imaginaient leur avenir.

#### ***Familles rurales, c'est quoi ?***

À la question « Pour vous, Familles rurales c'est quoi ? » les jeunes répondent d'abord et de façon massive que ça concerne le rural et que c'est une association.

#### ***• Une association pour les familles qui propose des activités***

Cette précision leur semble importante et a une connotation positive. Cette réponse est conforme aux réponses à toutes les enquêtes auprès des jeunes. L'association apparaît toujours marquée positivement à la différence par exemple du politique, des médias ou des entreprises. L'association est appréciée même si on n'y adhère pas nécessairement. Ce point de vue est même souvent explicité particulièrement concernant Familles rurales. Les manifestations de défiance ou de rejet à son égard sont rarement exprimées et, le cas échéant, elles la considèrent comme « ringarde », pour « les vieux ».

Nous noterons cependant qu'elle n'est pas nécessairement perçue comme s'intéressant aux jeunes. Elle semble plutôt destinée aux familles, avec évidemment une ambiguïté quant à savoir si les jeunes se considèrent comme partie prenante de la famille. Environ un quart explicite que ce n'est pas vraiment pour eux, pas vraiment pour les jeunes.

L'association Familles rurales est surtout perçue comme une association qui, d'une part, propose des activités, de l'animation, des loisirs et, d'autre part, des services dans des proportions à peu près égales. On évoque le plus souvent la petite enfance, les centres de loisirs, les familles, et les services aux plus âgés. Cette plus-value qu'apporte l'association en termes d'animation, de loisirs, de service, est en tout état de cause jugée positivement si l'on se rapporte à ce que les jeunes demandent par ailleurs comme changement dans leur commune.

#### ***• Leurs attentes par rapport à Familles rurales***

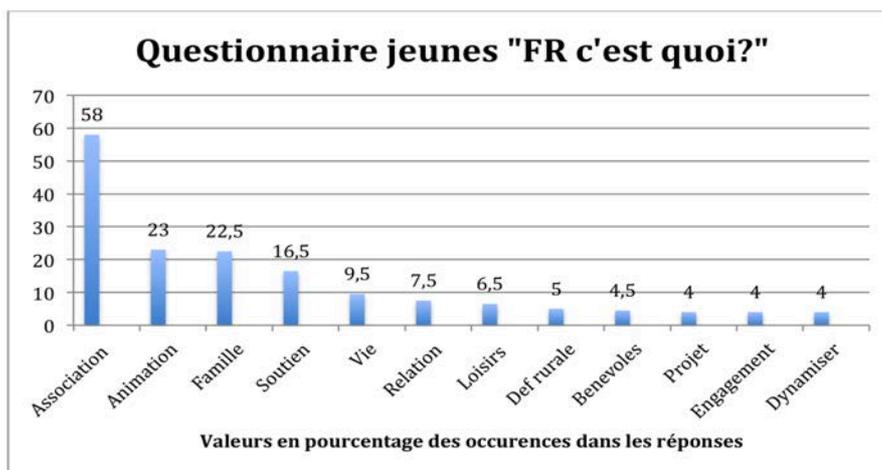
Il n'y a pas naturellement d'attente de la part des jeunes vis-à-vis de Familles rurales quant à l'emploi, qui est leur première préoccupation. Pour un nombre significatif d'entre eux cependant, Familles rurales c'est la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou de directeur (BAFA ou BAFD).

Plus surprenant peut-être est le fait que peu de jeunes manifestent des attentes par rapport à l'association comme espace d'initiatives, de projets d'expériences. Seulement une minorité perçoit Familles rurales comme un espace d'engagement ou d'exercice de bénévolat.

Au-delà, l'association est surtout identifiée dans le registre de l'aide et du soutien. Lorsque les répondants essaient d'explicitier cette aide en relation avec le rural, leurs attentes portent surtout sur la défense du rural, sa nécessaire dynamisation et par dessus tout d'y favoriser la vie. Il y a une très forte occurrence du mot « vie ». Familles rurales aide ou doit aider à vivre en milieu rural. Comme le résume parfaitement un jeune de Coulommiers il s'agit « de voir de la vie dans le village ».

On retrouve également, mais dans des proportions bien moins importantes, l'idée prisée par les parents, de Familles rurales comme espace d'échanges, de relations.

À noter enfin, l'évocation des « valeurs ». Les rares fois où elles sont explicitées, celles-ci relèvent de la solidarité et de l'entraide. Le questionnaire ne permet pas de trancher quant à savoir si ce sont là « les valeurs du rural » ou les valeurs auxquelles sont attachés les jeunes. L'enquête Valeurs menée par l'INJEP met en évidence, comme bien d'autres, l'importance en général de la solidarité pour les jeunes.



#### ***Ce que les jeunes changeraient sur leur commune***

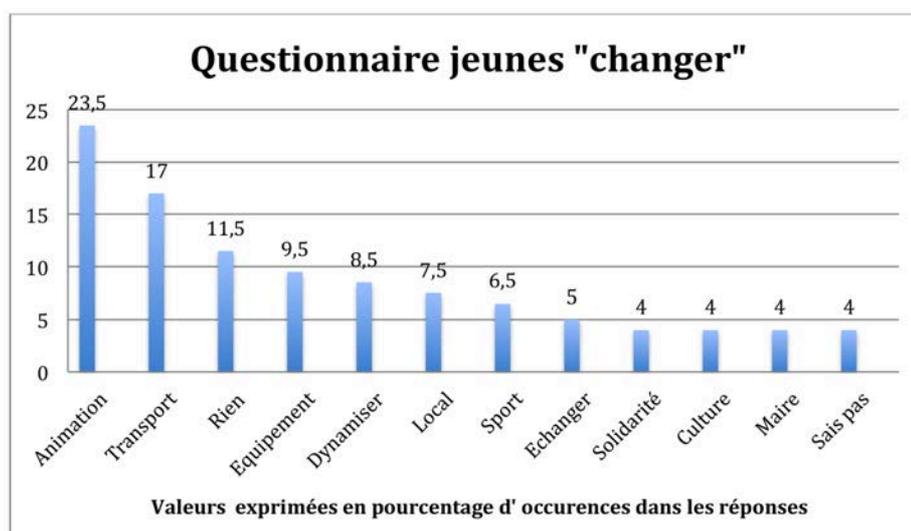
De façon très symptomatique, à la question posée « que changeriez-vous sur votre commune ? », les jeunes ramènent la question à eux-mêmes. Ils l'interprètent automatiquement dans le sens « que devrait-on changer dans la commune pour les jeunes ? ».

Ce qui frappe d'abord c'est l'extrême dispersion des réponses par rapport aux autres questions avec cependant une forte prépondérance de tout ce qui tourne autour de la mise à disposition d'un plus grand nombre de ressources, d'animations et de loisirs. L'animation est surtout comprise comme animation commerciale. Ce qui manque d'abord ce sont des commerces, c'est ce qui attire en ville.

Nombre de jeunes se plaignent du manque de dynamisme ou appellent à un plus grand dynamisme de leur commune. Immédiatement après et presque au même niveau s'impose la question du transport. En quelque sorte, on rêve d'avoir « de la ville au village », ou au moins des avantages comparables, ou grâce à une amélioration des transports, d'y accéder facilement.

On retrouve également les revendications classiques de « plus d'équipements », d'un « local » pour les jeunes. Sport et culture apparaissent également, mais dans une moindre mesure que la problématique « relations ».

Par ailleurs, un nombre significatif de jeunes se trouvent finalement plutôt bien où ils vivent et ne veulent « rien changer » ou « n'en savent rien ». Quand ils sont mécontents, « le maire » apparaît comme celui qu'il faudrait changer ! Ce qui confirme que le maire est un interlocuteur fortement identifié par les jeunes.



***Leur vision de l'avenir : un boulot, une famille, une maison***

L'avenir tel qu'il est envisagé par les jeunes fait apparaître comme première préoccupation tout ce qui tourne autour du travail et dans une moindre mesure des études. Pour les plus jeunes, il s'agit de terminer leurs études avec une faible projection au-delà. Viennent ensuite, presque au même niveau que l'emploi, des préoccupations qui tournent autour de la famille, se mettre en couple, avoir des enfants.

***• Un emploi, une famille et un logement***

Si on rapporte ces résultats à ceux de l'enquête Valeurs menée par l'INJEP, deux singularités s'imposent :

- Concernant le travail, de nombreux répondants l'articulent au choix d'un métier, d'une profession perçue comme un élément important de l'identité sociale, alors que l'enquête Valeurs de l'INJEP mettait en évidence l'attachement essentiellement à l'indépendance financière.
- Concernant la famille, l'enquête de l'INJEP mettait en évidence un attachement fort à la famille perçue d'abord comme cadre de solidarité et de sécurité matérielle immédiats, alors qu'ici elle est fortement associée à l'idée de mise en couple et de procréation.

Le logement arrive en quatrième position, à peu près au même niveau que les études. On remarque que ceux qui pensent en termes de couple évoquent plutôt le logement, tandis que ceux qui pensent en termes de famille se projettent plutôt dans une maison, s'imaginent le plus souvent mariés avec des enfants. Là aussi, il serait intéressant de vérifier si les réponses varient en fonction de l'âge.

***• Un enjeu : l'autonomie, l'indépendance***

À travers ce bloc dominant de préoccupations, organisé autour du travail, de la famille et dans une moindre mesure des études et du logement, se dessine en creux une forte aspiration à l'autonomie, à l'indépendance, à entrer enfin dans l'âge adulte. Si l'on retient les trois critères habituellement retenus par la sociologie – accès au travail, décohabitation et mise en couple – deux autres préoccupations peuvent être dégagées : les relations amicales et la mobilité.

***• Les relations amicales***

L'importance des relations amicales est d'autant plus grande qu'ils sont jeunes. On retrouve ici, sans surprise, la place accordée par les jeunes à l'amitié, comme dans toutes les enquêtes sur les valeurs des jeunes. Elle est à interpréter également comme un élément dans le développement du processus d'accès à l'autonomie. Dans le cadre amical, à travers l'échange avec les pairs, on développe ses propres expériences en dehors du cadre familial.

***• Rester, partir ou revenir***

Ensuite se dégage une problématique autour de « rester / partir », avec une aspiration certaine à la mobilité. Lorsque celle-ci est précisée, c'est en relation avec l'aspiration au départ à l'étranger. Ce désir d'ailleurs, de lointain, on le retrouve dans le goût pour le voyage, manifesté spontanément par une minorité significative.

Un nombre non négligeable, mais cependant moins important que ceux qui envisagent de partir à l'étranger, indique explicitement que, pour eux, l'avenir c'est au pays. Dans le même sens peut être s'exprime un rapport fort à la nature.

**Les focus groupes*****Le focus groupe de Coulommiers<sup>9</sup>***

Dans le focus groupe de Coulommiers, on retrouve les préoccupations récurrentes concernant l'isolement, les transports, la mobilité, la question de la dépendance par rapport aux parents et du coût que cela représente, les problèmes de sociabilité (se retrouver entre amis) avec la préoccupation de pouvoir avoir des activités où l'on se retrouve « sans payer », mais aussi la question des problèmes d'accès à internet et de la limitation de se connecter dans certaines zones rurales, question peu évoquée par ailleurs. Au-delà de ces préoccupations, les jeunes réunis

<sup>9</sup> Focus groupe réuni le 9 mars 2013 : 8 jeunes de 17 à 20 ans résidant sur le territoire du bassin de Coulommiers.

à Coulommiers attirent notre attention sur trois éléments importants : l'école comme espace d'apprentissage mais aussi de sociabilité, les moments festifs et l'insécurité.

• L'école

L'école n'est pas seulement un espace d'apprentissage pour ces jeunes ruraux, c'est aussi un espace de sociabilité, de reconnaissance, non seulement comme élève, mais aussi comme jeune. Ils attendent plus de communication avec les professeurs, qui ne sont pas seulement perçus comme des personnes qui délivrent des connaissances et transmettent des savoirs, mais aussi comme des interlocuteurs avec qui l'on a besoin d'échanger. Cette attente s'étend à l'institution en général, on lui demande d'être un espace de participation et d'initiatives.

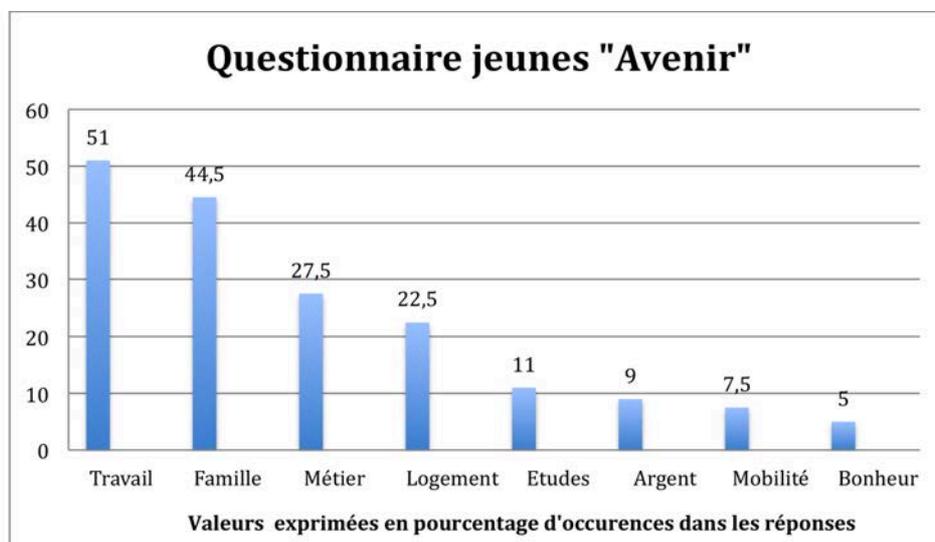
Ce regard porté sur les enseignants et l'école met en évidence toute l'importance qu'elle joue pour des jeunes, qui en dehors se trouvent isolés et qui de ce fait représente un lieu privilégié de rencontres, de socialisation. Les amis, dont on sait toute l'importance pour les jeunes, c'est d'abord le collègue et le lycée. Le cadre du village est trop restreint comme espace d'exercice de relations amicales. Il y a là une vraie spécificité par rapport à la ville, où l'on peut beaucoup plus facilement se retrouver par ailleurs.

• La fête

Les jeunes mettent en évidence deux demandes qui nous semblent importantes à pointer : organiser des « fêtes à eux » (soirées concerts, soirées dansantes) mais aussi participer « à des animations familiales pour la commune » (Noël des enfants, chasse aux œufs de Pâques, Halloween) ». Cette double « revendication » met en évidence l'exclusion des jeunes du calendrier festif du village à travers non seulement la possibilité de pouvoir organiser des moments festifs à eux mais aussi de participer à ceux qui sont mis en place par les adultes.

Ils demandent à la fois qu'on leur fasse une place dans l'espace public, qu'on les prenne en compte dans le calendrier, mais aussi qu'ils puissent bénéficier de plus de reconnaissance de la part du monde associatif et de la commune. Pour les jeunes interrogés, ce sont les associations et les communes qui pourraient porter ce type de projet ». En ce qui concerne le maire, et donc à travers lui la commune, ils pensent « qu'il a d'autre chose à faire ! », « qu'il ne nous prendra pas au sérieux », « qu'il ne voudra jamais nous ouvrir une salle ! ». Ils sont demandeurs de soutien. Ils pensent « ne pas être capable de réaliser ces actions seuls : trop de travail et pas d'argent ! Pas de connaissance des dispositifs et des structures qui pourraient les accompagner dans la mise en place du projet ».

Ce positionnement des jeunes est à mettre en rapport avec l'histoire longue des villages dans lesquels traditionnellement les jeunes étaient intégrés « comme classe d'âge » aux activités festives. Ces traditions ont d'ailleurs perduré dans certaines régions : au Pays basque, dans l'organisation par les jeunes des fêtes villageoises ; en Alsace avec le groupe des « conscrits » encore vivant dans le calendrier festif du village. La question de la place se retrouve également dans le phénomène des « maisons des jeunes » au Pays basque ou des « foyers jeunes » en Vendée.



### • L'insécurité

Cette question est curieusement contournée dans le compte rendu et placée dans une rubrique « environnement ». Cela témoigne de l'embarras à traiter de cette question. Les jeunes tout en pensant qu'il faut « changer l'image que les adultes ont des jeunes » reprennent les stéréotypes habituels : « dégradation des équipements publics et maisons, voitures brûlées... cambriolages et squats » : réalités villageoises ou images véhiculées par les médias, la télévision ? Voitures brûlées, squats : est-ce la règle dans les villages ? Les cambriolages, quand il y en a, sont-ils le fait de jeunes ? Dégradations de bâtiments publics et de maisons : de quoi parle-t-on, de tags ou de vandalisme avec destruction, à quelle fréquence ? Sont également évoquées les rivalités entre bandes. Elles sont souvent anciennes, très anciennes, ancrées dans l'histoire. Seule une mobilisation de l'ensemble des acteurs publics des communes concernées pourrait permettre de les réguler.

Ces stéréotypes sont curieusement associés dans un même sentiment de peur à l'insécurité routière – « la vitesse avec laquelle certains véhicules circulent », « les routes départementales trop fréquentées par les automobilistes et les camions » – et à la question de l'éclairage public. Cette peur du noir apparaît comme un indice d'un nouveau rapport à la nuit. Dans la plupart des villages de France l'éclairage public ne s'est pas imposé sur la plupart des territoires, et pas tous comme en témoigne ce focus groupe, qu'il y a une cinquantaine d'années, peu de temps... à l'échelle de l'histoire. L'insécurité c'est aussi le développement de nouvelles normes sociales.

L'insécurité est une préoccupation partagée par les parents qui la placent en troisième position (41 %), juste après l'échec scolaire (54 %) et le chômage (51 %) comme risque à traiter de façon prioritaire par les pouvoirs publics.

### ***Le focus groupe de Limoges<sup>10</sup>***

Les jeunes réunis à la maison des adolescents de Limoges mettent en évidence deux grandes préoccupations : la mobilité et les problématiques de « l'ici et de l'ailleurs ». Ils témoignent aussi de leurs préoccupations quant à Internet et à l'emploi.

### • La mobilité

Autour de la question de la mobilité, ce qui en jeu, c'est d'abord l'isolement et après, les questions fondamentales de leur accès à l'autonomie et à des espaces nécessaires de socialisation.

La question de la mobilité est étroitement liée à la problématique de l'isolement : isolement des autres, isolement du monde, isolement de tout, idée qu'au village il n'y a rien. Comme le dit l'un des jeunes « Ici on est éloigné de tout », ce « tout » sous-entendant les magasins mais aussi des accueils car « au niveau des accueils pour les jeunes, il n'y a rien ».

Le « tout » ce sont aussi les amis dont la fréquentation appelle la mobilité : « pour les amis c'est pareil, il faut toujours aller plus loin », sous entendu, plus loin que le village. Le cadre du village, ou de la petite ville est trop étroit comme espace de relation amical, de socialisation entre pairs.

Quand ils abordent la question des transports, l'approche des jeunes est très concrète. Ils évoquent notamment comment cette question donne lieu à des tensions avec les parents, contraints de « faire le taxi ». Autour de la question des transports ce qui est en jeu, c'est fondamentalement leur autonomie »

### • Les problématiques de l'ici et de l'ailleurs

Le village, la petite ville est d'abord perçue comme un espace de refuge (comme l'a bien mis en évidence dans sa thèse Mélanie Gambino). Il n'y a pas de stress, on y est tranquille. C'est une certaine défiance de la ville, de la grande ville qui s'exprime.

Curieusement, cette défiance vient se combiner avec une attirance pour l'étranger, l'ailleurs, le lointain. Cette ambivalence avait déjà été révélée à travers un film réalisé il y a quelques années avec des jeunes d'Aubagne et

---

<sup>10</sup> Samedi 16 mars 2013, maison des adolescents de Limoges.

de ses environs, qui exprimaient en même temps un fort attachement à leur village, à leur quartier, une grande défiance pour la grande ville proche, Marseille, tout en rêvant d'aller à New York.

*• Internet*

L'accès à internet apparaît pour ces jeunes comme une préoccupation importante. Ils sont bien « data natives », nés avec le numérique, parties prenantes d'une société où l'écran occupe une place de plus en plus importante. Internet c'est d'abord, quand ils l'évoquent, associé à une activité de recherche d'information. Même si on peut penser que ce type d'activité est mis en avant du fait de la présence d'adultes, elle n'en est pas moins identifiée comme une dimension importante.

*• Études et travail*

La question des études ne s'impose pas toujours comme évidente. Le travail semble plus important et est pensé de façon positive. Comme le dit un jeune du groupe, avec le travail « on sait qu'il y a quelque chose qui va venir à la fin du mois ». Avec les études on ne sait pas...

***Le focus groupe de Valdahon<sup>11</sup>***

Le focus groupe de Valdahon s'est révélé moins productif, le groupe se trouvant profondément embarrassé par la présence d'une camera. On y retrouve les grandes thématiques dégagées par le traitement du questionnaire. L'école, dans leurs échanges, occupe une grande place. Ils pensent tous, sauf l'un d'entre eux, qu'elle pèse trop, qu'elle prend trop de place. C'est leur espace de référence. À noter qu'il n'y a à Valdahon ni collège ni lycée, qu'il faut pour cela aller à Pontarlier, à une trentaine de kilomètres, ou à Besançon, à peu près à la même distance.

Des échanges ressort fortement cependant une problématique du manque, leur situation de jeunes en milieu rural vécue comme manque : manque de temps, manque de moyen, manque de transport, manque d'argent, manque de lieux d'activités pour les jeunes, manque de lieux pour faire la fête. À tous ces manques s'ajoute les problématiques envisagées comme déficits : « pas de place pour les jeunes », « méconnaissance des métiers ».

Ils manifestent une forte demande de soutien, d'aide, mais attendent celle-ci surtout de leurs proches, de leurs amis. De façon paradoxale malgré tous ces manques les jeunes du groupe partagent « un sentiment de bien-être dans leur commune globalement », évoquent leurs « bonnes relations avec la famille et les proches » et soulignent comme fait positif que « dans les villages, les personnes se connaissent ». La commune est relativement dynamique, gagne régulièrement de la population depuis le début des années cinquante où elle n'était que de 1 500 habitants, et atteint aujourd'hui plus de 5 000 habitants, bénéficiant de la présence d'un important camp militaire qui abrite le 13<sup>e</sup> régiment de génie. La question de l'emploi est en partie amortie par la possibilité de recourir au travail frontalier en Suisse.

Il y a cependant à Valdahon des points tout à fait positifs soulignés par les jeunes. D'abord le sport, la possibilité de faire du sport avec une offre très variée et très appréciée. Ils énumèrent : vélo, rugby, danse, sports collectifs, handball, escalade, randonnée, ski. De façon générale ils précisent qu'en quelque sorte ils manquent de beaucoup de chose sauf d'opportunités de faire du sport et que, même s'il n'y a pas de place pour les jeunes, il y a une action jeunes avec des projets musicaux, la possibilité d'un local jeunes autogéré. Derrière, on peut deviner l'investissement réel d'animateurs et la présence d'une association qui prend en compte l'action jeunesse.

À noter également que ces jeunes sont bien des « digital natives », pour qui Internet et le téléphone ont une grande place. Ceci ne les empêche pas d'être préoccupés par leur orientation et l'emploi (travailler en intérim, aller travailler en Suisse comme frontalier avec les interminables allers- retours que cela impose...).

---

<sup>11</sup> Le focus groupe de Valdahon, qui s'est tenu le 22/02/2013 à Valdahon, regroupait sept jeunes dont cinq garçons. Selon ceux qui ont animé la séance, le fait de la filmer a profondément perturbé les participants. Les échanges sont dominés par de nombreux silences...

## DEUXIÈME PARTIE : LA VISION DES PARENTS

### PROFILS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES PARENTS

Les parents de Familles rurales qui ont répondu au questionnaire sont majoritairement des femmes.

Ces familles résident dans leur grande majorité en milieu rural (73 %), au sens statistique du terme à savoir dans des communes de moins de 2 500 habitants. Les résidents de toutes petites villes entre 2 500 et 10 000 ne représentent que 20 %. Seuls 7 % habitent dans des agglomérations de plus de 10 000 habitants. Si l'on prend en compte la perception subjective de leur lieu de résidence, ils sont en fait encore plus nombreux à se considérer comme ruraux, à savoir 94 %.

Ces représentations vont à l'encontre d'une thèse défendue par certains géographes selon laquelle il n'y a pratiquement plus d'espace rural en France<sup>12</sup>. Il n'est pas sans intérêt de noter que les parents sont 34 % à se considérer comme vivant en rural isolé, 48 % dans du rural dense et 11 % en périurbain.

Les trois quarts des parents sont mariés. Le reste des répondants se distribue par ordre décroissant entre 8 % en union libre et foyers monoparentaux, 4 % en familles recomposées et pacésés.

Quant au profil socioprofessionnel des répondants, il appartient majoritairement aux classes populaires (53 %), avec surtout des employés (44 %). Les ouvriers ne représentent que 5 %. On n'y retrouve que très peu d'exploitants agricoles (4 %) et, par contre, un nombre non négligeable de retraités (9 %).

Les familles ont en général des enfants. Pour une part importante (77 %), elles comptent deux ou trois enfants mais aussi, c'est à souligner, on trouve un nombre de familles avec quatre enfants et plus non négligeable (12 %). Ce sont des grandeurs supérieures aux moyennes nationales.

### LES RELATIONS AVEC LES ENFANTS

Les relations avec leurs enfants sont en général bonnes, voire très bonnes à 91 %. Seuls 4 % indiquent des rapports plutôt difficiles. Ces familles privilégient le dialogue dans leurs rapports aux enfants pour une majorité (68 %), ainsi que l'écoute (31 %) et le respect (32 %). Quand il y a des conflits, ceux-ci portent surtout sur les tâches ménagères (55 %) et la scolarité (55 %). Les questions de sorties, de loisirs n'interviennent comme source de tension que pour 20 % des parents.

Les parents mentionnent comme limite à leur fonction de parents, le manque de temps (61 %) et, dans une moindre mesure, le besoin d'échanges et de discussions avec d'autres parents (39 %) et enfin, pour un cinquième d'entre eux, un besoin d'informations.

Ils ont en général une approche très positive des jeunes surtout perçus comme force d'innovation : les jeunes « apportent des idées nouvelles » (52 %), « un autre regard » (49 %) ; ils représentent une ressource à travers leurs talents (37 %) et leur énergie (22 %).

Les parents identifient fortement l'importance des amis, des copains pour leurs enfants (43 %). Juste derrière, ils mentionnent leur aspiration à l'autonomie financière (29 %) qu'ils placent au même niveau que les études et un peu au-dessus de l'emploi. Si l'on compare ces réponses à celles que font les jeunes quand on leur pose la même question, on s'aperçoit que les jeunes accordent une place plus importante que ce que perçoivent leurs parents mais dans le même ordre de préoccupations.

---

<sup>12</sup> Voir par exemple l'essai récent de Jacques Lévy, *Réinventer la France*, Fayard, 2015.

## LE RAPPORT DES JEUNES AU MILIEU RURAL ET A L'AVENIR

Dans le cadre de Familles rurales, et compte tenu de son implantation, il était légitime d'interroger d'abord les parents sur la façon dont ils percevaient le rapport de leurs enfants au rural. Ils se représentent leurs parents comme entretenant un rapport positif au milieu rural (45 %) et attachés à celui-ci. 53 % des parents considèrent que si les jeunes étaient amenés à quitter le rural, ils y reviendraient plus tard et 25 % de parents pensent qu'ils n'envisagent pas de partir. Cela représente un total de 78 % de jeunes attachés à leur lieu de vie.

Parmi les raisons invoquées pour expliquer cet attachement au milieu rural, sont mentionnés en premier l'environnement, la nature, le cadre et la qualité de vie (70 %). Si l'on compare la perception des parents par rapport à celle des jeunes, celle-ci semble, même si elle va dans le même sens, plus optimiste. Les parents ont vraisemblablement tendance à attribuer à leurs enfants leur propre perception.

Leur appréciation quant à l'évolution de la situation des jeunes dans la famille entre hier et aujourd'hui, est positive : 34 % pensent qu'elle est plus facile et 36 % que ça n'a pas changé. Par contre, pour ce qui est de l'évolution de la place des jeunes dans la société, ils sont 65 % à penser qu'elle est plus difficile qu'autrefois. Enfin, pour ce qui est de la place des jeunes en milieu rural, ils ne sont que 24 % à considérer que la vie y est plus difficile qu'hier.

Quand on les interroge sur la façon dont ils envisagent l'avenir de leurs enfants, ils répondent « avec attention et vigilance » pour une majorité (53 %) plus « qu'avec inquiétude et angoisse » (un quart des réponses, ce qui n'est pas négligeable).

## L'ACTION PUBLIQUE EN DIRECTION DES JEUNES

La priorité pour les parents de Familles rurales est que leurs enfants terminent leurs études. Cette priorité est en partie en décalage avec l'opinion des jeunes qui ont tendance à faire une plus grande place aux questions d'emploi et à l'indépendance financière.

L'autonomie des jeunes est aussi une préoccupation forte des parents puisque plus de la moitié des parents privilégient, en termes de politique publique jeunesse, le financement d'aides directes aux jeunes que ce soit sous forme de bourses, de prêts ou d'allocations (57 % des parents), ainsi que l'intervention sur des domaines spécifiques comme l'emploi, la santé, le logement (pour 60 % d'entre eux).

Pour les parents, le poste le plus important en termes de dépenses concerne les frais de scolarité et les études (pour 62 %). Les autres postes de dépenses, le logement et les loisirs, viennent loin derrière (respectivement 14 % et 13 %).

En termes de questions prioritaires à traiter par les pouvoirs publics, ils énoncent l'échec scolaire (54 %) et le chômage (51 %) et, juste après, la violence sociale et l'insécurité (41 %).

Enfin, comme chez les jeunes, l'association est considérée comme l'acteur le plus actif en direction des jeunes (66 %), suivi de loin par les collectivités territoriales (39 %) et les mouvements de jeunesse (32 %).

## LES ATTENTES DES PARENTS VIS-A-VIS DE FAMILLES RURALES

Les parents étaient invités à s'exprimer sur ce que devrait apporter le réseau Familles rurales aux jeunes qui vivent en milieu rural.

### Occuper les jeunes

La première préoccupation des parents c'est l'offre d'activités, des occupations pour les jeunes. Voilà ce qu'ils attendent d'abord de Familles Rurales en tant que parents. Une politique de jeunesse, pour les parents, c'est d'abord une politique d'activités. Celle-ci reste pensée dans les catégories tout à fait habituelles. Cependant à

côté de cette préoccupation, ils mentionnent immédiatement après trois éléments fondamentaux qui soulignent leur extrême attention à leurs jeunes et une compréhension fine de ce que doit être une activité en direction des jeunes :

- offrir d'abord des espaces et des moments pour se retrouver, se rencontrer voir s'associer, introduire en d'autres termes une dimension collective ;
- dégager des moments et des espaces où les jeunes peuvent être écoutés et bénéficier d'un accompagnement pour leurs projets ;
- favoriser leur « ouverture » (le mot revient souvent), à travers la culture, la mobilité ; il s'agit de les aider « à se construire », à favoriser leur autonomie.

On peut s'interroger quant à savoir si ces réponses renvoient pour les parents aux mêmes catégories d'âge et si, quand ils parlent d'activités, ils ne pensent pas spontanément à des catégories moins âgées.

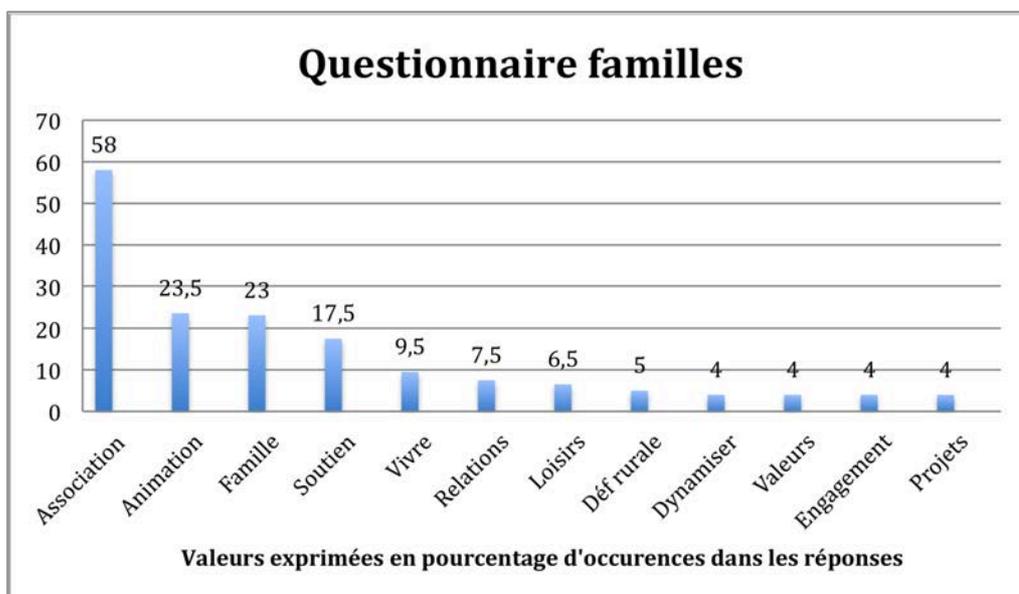
Les parents expriment également leur préoccupation en matière d'emploi et d'orientation ; le soutien scolaire apparaît, mais moins souvent. Ils sont aussi sensibles à la question des coûts et à l'offre de prestations à bon marché. Ce point de vue n'est exprimé spontanément que par une minorité.

### Confiance envers les jeunes

Les réponses à la question de la confiance appellent deux remarques.

La première remarque est que les parents manifestent rarement une défiance par rapport aux jeunes, ils leur font plutôt confiance même s'ils pensent qu'il faut les occuper. Ils en ont une vision plutôt positive et les considèrent implicitement plus comme une ressource que comme un danger.

La seconde concerne les valeurs. Quand ils les évoquent, ils privilégient les valeurs d'entraide, de solidarité, en résonance avec les préoccupations que l'on retrouve chez des jeunes. Les notions d'engagement, de civisme, de bénévolat occupent par contre une faible place dans leurs déclarations spontanées.





## TROISIÈME PARTIE : LE VECU DES ACTEURS DE L'ACTION JEUNESSE

### LES FÉDÉRATIONS

Seule une fédération sur trois a répondu à l'enquête (soit 26 fédérations). C'est à l'évidence un point de faiblesse, et représente seulement un quart du territoire, si l'on tient compte du fait que le réseau n'est présent que sur les deux tiers du territoire national.

#### L'action jeunesse dans la stratégie fédérale

Toutes les fédérations qui ont répondu ont des projets ou des actions en direction des jeunes. Mais c'est un des axes du projet fédéral pour seulement neuf fédérations et constitue une priorité pour sept d'entre elles. On reste dans le flou pour les autres fédérations : l'action jeunesse y existe mais reste peu développée pour onze fédérations et représente une « action parmi d'autres » pour deux fédérations.

Celles qui s'investissent dans l'action jeunesse le font surtout autour des formations BAFA/BAFD (pour 60 %) dont nous avons vu qu'elles étaient appréciées des jeunes, et l'organisation de séjours de vacances, d'activités sportives et culturelles et la conduite de projets pour la moitié des fédérations. La comparaison avec les attentes des jeunes souligne un certain décalage notamment sur les sorties, la mise à disposition de locaux.

#### La place des jeunes dans les fédérations

Les fédérations font en règle générale peu de place aux jeunes. Seules quatre fédérations font une place à des bénévoles jeunes au sein de leur conseil d'administration (jeunes de moins de 30 ans), huit ont une commission BAFA/BAFD et dix une commission jeunesse (avec 5 fédérations qui ont les 2 commissions), structures extrêmement intéressantes à condition que les jeunes soient véritablement associés à la décision.

Il faut souligner le souci d'une partie des fédérations de pouvoir communiquer avec les jeunes : dix-huit sur vingt-quatre. Pour environ un tiers d'entre elles, les outils de communication sont adaptés au public ou manifestent au moins le souci de s'adapter aux usages de communication des jeunes à travers l'utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'affiches, tracts, flyers et contacts directs. Car communiquer avec des jeunes c'est d'abord aller vers eux.

#### Une bonne connaissance des dispositifs et des partenaires nationaux

Les fédérations détiennent une véritable expertise en matière de connaissance des dispositifs. Cependant les partenariats identifiés dans le champ de la jeunesse renvoient surtout à la sphère de l'État (direction départementale de la cohésion sociale [DDCS], service civique, dispositifs comme les points ou bureaux d'information jeunesse [PIJ ou BIJ]). La Mutualité sociale agricole (MSA) est également bien identifiée à travers ses dispositifs (appels à projets jeunes).

Les fédérations apparaissent comme de véritables lieux ressources à travers notamment les actions de formation (BAFA/BAFD) mais aussi en raison de leur bonne connaissance des dispositifs. Cette connaissance cependant n'est pas assez partagée avec les autres acteurs du réseau : associations locales et professionnels.

Notons également que huit fédérations soulignent l'importance de la présence d'un professionnel. Il ne saurait effectivement y avoir de politique jeunesse sans professionnel. Dans la même logique cinq fédérations soulignent l'importance d'un adulte référent, ce qui est faible compte tenu du fait que la question du tiers éducateur entre parents et école est un enjeu capital pour toute politique de jeunesse.

Plus surprenant, seulement deux fédérations évoquent la formation des professionnels comme levier pour une action jeunesse. C'est bien d'avoir des professionnels ou des élus référents mais il est aussi important qu'ils soient formés, qualifiés.

#### Une connaissance plus mitigée des acteurs territoriaux et locaux

En dehors des acteurs nationaux (État, MSA, CAF), les fédérations sont peu engagées aux côtés des acteurs territoriaux et locaux. Le conseil régional n'est mentionné que quatre fois par exemple comme partenaire, alors

que l'État est cité dix-sept fois. Les conseils généraux ne sont mentionnés que neuf fois alors que les fédérations sont structurées au niveau départemental. Sur dix-huit fédérations qui déclarent que dans leur département il y a une politique départementale jeunesse, seules dix fédérations indiquent y être associées.

La méconnaissance relative des conseils généraux n'est pas nécessairement de la seule responsabilité des fédérations. Ce que confirme d'ailleurs la place qui leur est accordée lorsqu'elles sont consultées. Il s'agit surtout d'une participation au diagnostic, mais peu de fédérations sont sollicitées au niveau de la gouvernance, seules cinq participent au comité de pilotage de ces politiques, quatre à la mise en œuvre et à la coordination et trois à l'évaluation. Les communautés de communes de leurs côtés sont identifiées comme partenaires par dix fédérations, soit un peu moins de la moitié de celles qui ont répondu. Les communes ne sont citées que par sept fédérations, ce qui peut cependant se comprendre dans la mesure où les missions de la fédération se situent plutôt au niveau départemental.

Au delà des partenariats avec les collectivités territoriales, ceux noués avec des acteurs importants, voire essentiels, des politiques de jeunesse comme les fédérations d'éducation populaire, les missions locales, les BJI sont faibles. Une fédération sur cinq seulement est partenaire de la prévention spécialisée pourtant structurée au niveau départemental à travers les conseils généraux.

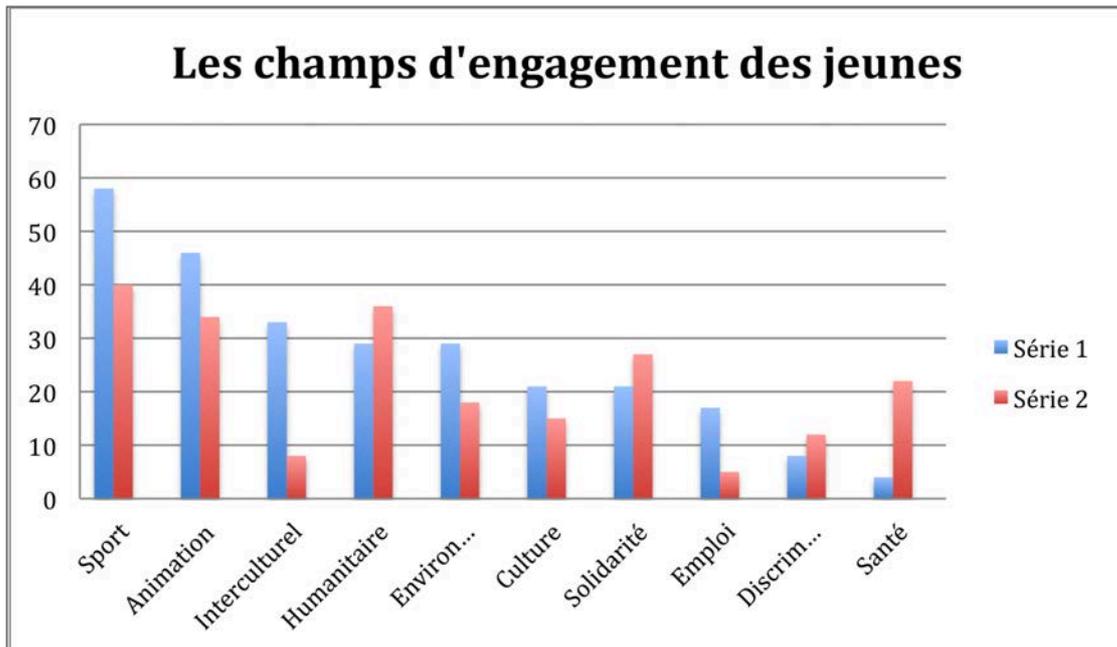
Il n'en demeure pas moins que, d'une manière générale, ces partenariats apparaissent relativement faibles comparés à ceux qui sont développés avec les partenaires nationaux. Cela peut aujourd'hui faire problème dans la mesure où les collectivités territoriales sont devenues des acteurs majeurs des politiques de jeunesse, et ce, dans un contexte général où en termes budgétaires, les deux tiers de la charge financière dans le champ de la jeunesse sont assurés par ces collectivités. Les réponses au questionnaire donnent l'impression de structures n'ont pas pleinement pris conscience des profondes mutations du système d'acteurs des politiques Jeunesse.

### **Le besoin d'une meilleure connaissance des attentes des jeunes**

Les fédérations font état d'une certaine méconnaissance de la jeunesse. Quatorze fédérations estiment qu'une « meilleure connaissance des attentes des jeunes » serait un moyen de développer « l'action jeunesse ». C'est le premier item, loin devant sur les onze proposés.

De fortes distorsions existent entre les champs dans lesquels les jeunes sont prêts à s'engager et la perception par les fédérations des thèmes d'action susceptibles d'intéresser les jeunes comme le met en évidence le graphique ci-contre.

Les fédérations surestiment les attentes des jeunes dans six champs, par ordre décroissant : les échanges interculturels (25 %), le sport (18 %), l'emploi (12 %), l'environnement (11 %), l'animation, (10 %), la culture (6 %). Par contre ils sous estiment chez les jeunes les attentes en matière de santé (18 %), d'aide humanitaire (7 %), de solidarité (6 %), de lutte contre les discriminations (4 %). Les fédérations restent prisonnières de représentations convenues des attentes des jeunes ou projettent leurs propres préoccupations et sous-estiment de manière générale ce qui renvoie à des valeurs.



Série 1 : Perception des attentes des jeunes par les fédérations

Série 2 : Attentes des jeunes en termes d'engagement

Nous retrouvons le même décalage autour de la perception qu'ont les fédérations quant aux freins à l'engagement pour les jeunes. La comparaison des réponses à la même question met notamment en évidence un très gros décalage autour de la confiance. Seule une fédération l'identifie comme un frein. Cette question est placée presque au dernier rang pour les fédérations alors que pour les jeunes elle arrive en troisième position après le manque de temps et l'âge des bénévoles. Pourtant, développer l'engagement des jeunes, ce n'est pas seulement une question de sollicitations, de propositions de projets ou de fonctionnement des associations, mais c'est bien, avant tout, la capacité à nouer une relation de confiance avec les jeunes.

## LES ASSOCIATIONS

Les associations qui se sont faiblement mobilisées autour du questionnaire (seulement 10 %), mettent en évidence une conscience aiguë des enjeux locaux

### La place des jeunes dans l'action des associations

Il est loin d'y avoir partout des actions en direction des jeunes portées par les associations mais quand il y en a elles sont globalement de qualité. Cependant, elles ont tendance à prendre en compte les jeunes plus comme des usagers que comme des acteurs et des porteurs d'initiatives sur le potentiel desquels elles pourraient s'appuyer en développant un rapport de confiance.

Si les jeunes sont considérés par les associations comme une ressource pour une majorité d'entre elles (60 %), il y en a cependant près de 20 % (une sur cinq) qui la perçoivent comme une menace ! Quand on cherche à expliciter en quoi la jeunesse est une ressource, on a du mal à l'appréhender concrètement : comme talent à valoriser, énergie à exploiter, futurs bénévoles. Même si les jeunes sont considérés comme une ressource, ils restent faiblement identifiés comme un potentiel dont les compétences pourraient être mobilisées par l'association.

## Une perception décalée des attentes des jeunes

Comme pour les fédérations, les représentations des attentes des jeunes sont décalées entre les associations et les jeunes. Les associations sous-estiment le désir de s'engager dans l'animation (- 34 %), l'aide humanitaire (- 46 %), la solidarité (-27 %), l'éducation (- 22 %), la santé (- 22 %), la culture (- 17 %) et surestiment fortement leur intérêt à s'engager dans le sport (+ 40 %), ou les échanges interculturels (+ 8 %).

Certes, comme le montrent les réponses au questionnaire, les jeunes s'engagent fortement dans le sport mais le décalage fait apparaître que c'est peut-être faute de leur offrir des opportunités sur d'autres champs peu identifiés (éducation, santé) ou mal appréciés (animation, aide humanitaire, solidarité, culture). Il faut cependant nuancer. Paradoxalement, lorsque l'on interroge les associations sur les activités qu'elles proposent aux jeunes, elles se trouvent le plus souvent en adéquation avec les attentes des jeunes. Les associations prennent en compte les attentes des jeunes en termes d'activités mais pas d'engagement bénévole ! Les jeunes sont plus positionnés comme « consommateurs d'activité » que comme « acteurs » engagés.

Ces jeunes pourtant, quand ils s'engagent, le font sur une durée relativement longue si l'on tient compte des nombreuses ruptures de situation qu'ils connaissent entre 15 et 25 ans : passage du collège au lycée, du lycée à l'enseignement supérieur, de la fin d'études au marché du travail. Cette instabilité n'est pas nécessairement propice à des engagements dans la durée et pourtant, un quart s'engage plus de deux ans et un autre quart entre un et deux ans. C'est en tous les cas la conclusion que l'on peut tirer des réponses des associations.

## Les organisateurs de l'action jeunesse

Il est également intéressant de s'arrêter aux modalités d'organisation de l'action jeunesse par les associations locales.

Il ressort d'abord des réponses au questionnaire que cette action est portée de façon majoritaire par des professionnels (55 %) et par les associations (52 %), ce qui est une bonne chose. Encore une fois il n'y a pas d'action jeunesse sans accompagnement professionnel. Professionnels et associations l'emportent nettement sur les trois autres acteurs que sont les adultes référents (24 %), les parents (22 %) et les jeunes eux-mêmes (21 %), dont la place, par contre, n'est pas suffisante, en particulier en ce qui concerne les adultes référents et surtout les jeunes. Que seulement une fois sur cinq les jeunes soient positionnés comme acteurs apparaît insuffisant.

L'intergénérationnel n'apparaît pas non plus comme une priorité. Elle n'est mise en œuvre que dans un cas sur deux. Ce n'est cependant pas une obligation et ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose, si, par ailleurs, il n'y a pas d'activités spécifiques et réservées les jeunes. C'est ce qui est un préalable à toute activité intergénérationnelle.

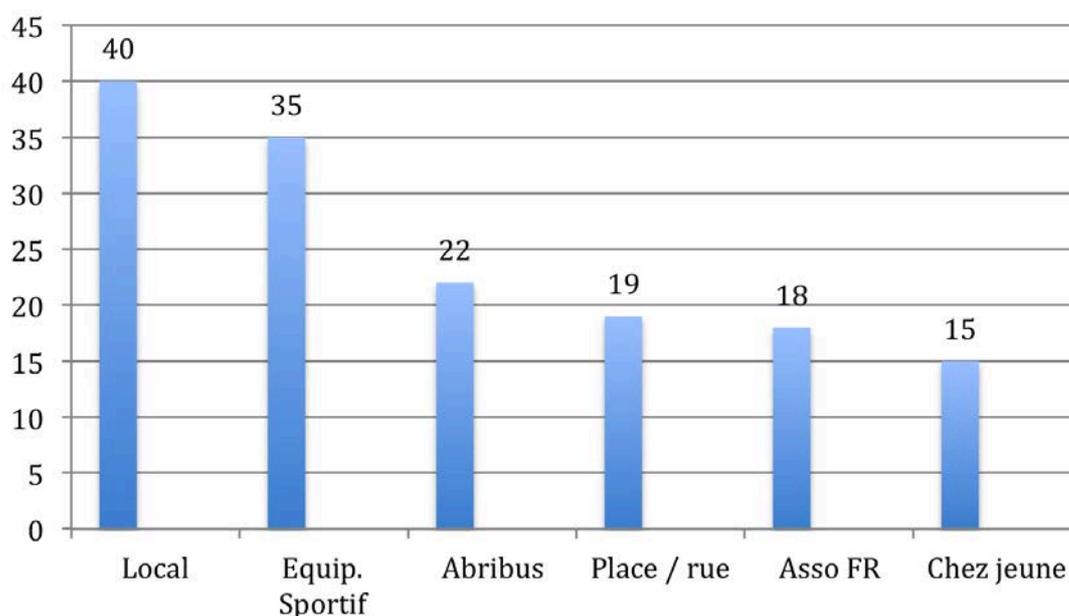
## Une mixité des publics

Les associations qui ont mis en place des groupes de jeunes ne représentent qu'un tiers alors que cela devrait être la règle. Quand ces groupes existent, ils sont en général mixtes garçon/filles, pour les deux tiers, ce qui est appréciable. Cependant pour le tiers restant, ce sont des groupes majoritairement féminins. Ce chiffre relativement élevé renvoie certainement à la prépondérance des femmes dans les structures locales de Familles rurales, si ce n'est au moins à leur plus grand investissement.

## Les principaux lieux de regroupement

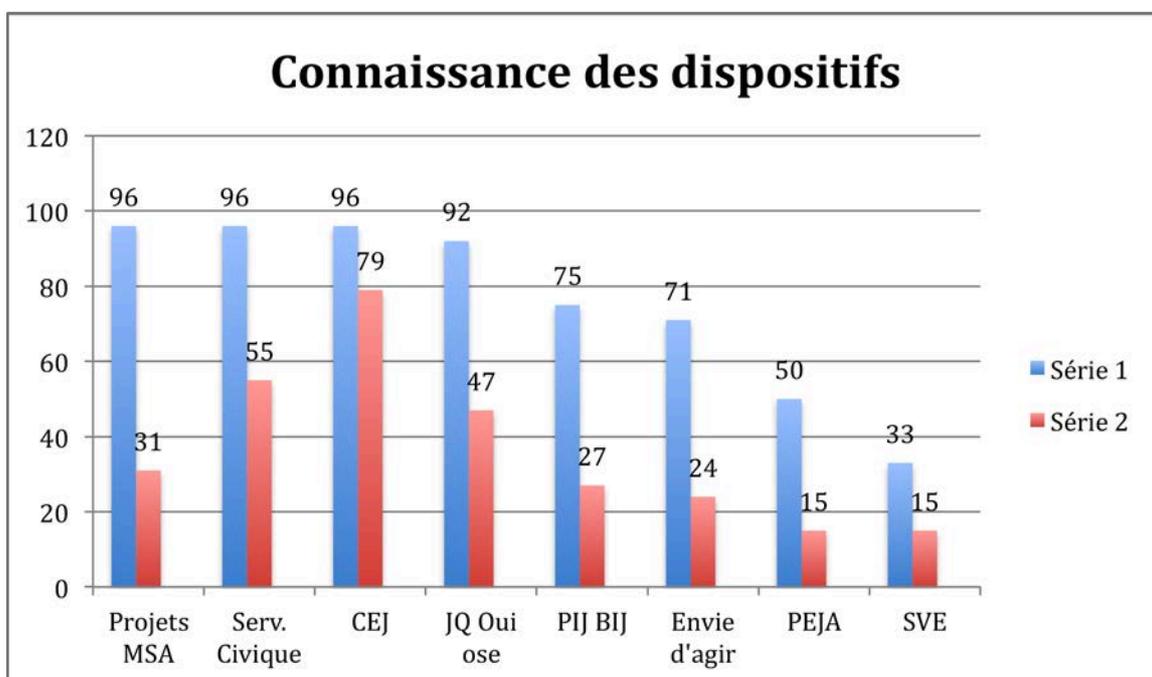
Le tableau portant sur les lieux de regroupement des jeunes met en évidence l'importance du local (40 %) et de l'équipement (35 %). Ces réponses vont dans le même sens que les réponses des jeunes et de leurs familles. Les associations attirent aussi l'attention sur l'importance de lieux informels comme l'abribus (22 %), les places ou la rue principale (19 %) voire chez les jeunes eux-mêmes (15 %). Dans cette logique le choix privilégié par les associations du contact direct, de la rencontre, pour communiquer semble tout à fait pertinent.

## Où se regroupent les jeunes?



### Le partage de l'expertise avec les fédérations

Globalement les fédérations ont une bonne connaissance des dispositifs publics destinés aux jeunes. Cette expertise ne se retrouve pas au niveau local, à l'exception du contrat enfance jeunesse (CEJ) comme le met en évidence le graphique suivant.



Série 1 : fédérations. Série 2 : associations

Ce décalage amène naturellement à se poser la question du partage de l'expertise entre fédération et association. Le déficit que nous venons de pointer s'explique peut être par la faible place laissée à des dispositifs de mutualisation qui peuvent aider au développement de l'action jeunesse : « échange de bonnes pratiques » (20 % seulement), « meilleure connaissance des dispositifs jeunesse » (16 %), « mise en réseau des référents jeunesse » (16 %), « accompagnement méthodologique de la fédération départementale » (14 %).

## LES PROFESSIONNELS DE JEUNESSE

Dans la mesure où le corpus était limité (102 professionnels), cela nécessite de prendre avec la plus grande prudence les résultats obtenus, bien que les réponses soient tout à fait intéressantes. Les professionnels se révèlent être, parmi les acteurs institutionnels, les plus proches des jeunes dans leurs interrogations comme dans leurs attentes.

### Des professionnels plutôt qualifiés

Ce sont de jeunes professionnels avec un âge moyen de 31 ans. C'est certainement un élément de leur grande proximité avec les problématiques des jeunes. Ils sont plutôt qualifiés, car un quart a au moins le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS), 38 % un diplôme supérieur au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD). C'est un pourcentage nettement supérieur en termes de qualifications à ce que nous trouvons habituellement dans les classes populaires des grandes agglomérations urbaines.

Ces jeunes professionnels ont une bonne connaissance pratique du système des acteurs de jeunesse au niveau local, à la différence des associations locales et des fédérations. Ils pointent l'importance de la commune, la signalent comme leur premier partenaire : 76 % travaillent souvent avec elle. Par ailleurs, 22 % attirent l'attention sur le fait que les élus locaux ne leur font pas confiance.

Comme pour les associations et les fédérations, la CAF et la MSA sont des partenaires importants mais ils repèrent bien aussi le conseil général (39 %), les établissements scolaires (30 %) – ces deux dernières institutions étaient quasiment absentes de l'horizon des instantes tant locales que fédérales – ou encore le conseil régional (24 %). Ils révèlent une expertise d'usage en matière de partenariats. Ils ont par ailleurs une connaissance moyenne des dispositifs, parce que située entre 41 % et 55 % pour six d'entre eux. Ils connaissent presque tous le contrat enfance jeunesse (83 %) et 67 % le service civique.

62 % travaillent dans des structures d'accueils de loisirs. Or, il est rare que l'on trouve des jeunes de plus de 15 ans dans ce type de structure, tandis que les « accueil de jeunes », « accueils informels », « points information jeunesse » et « accueils autogérés par les jeunes » totalisent 28 % d'animateurs.

Dans les actions mises en œuvre, une part prépondérante semble dévolue à l'organisation d'activités qu'il s'agisse d'activités culturelles ou sportives, de sorties (74 %) ou de séjours (57 %), plus que de conduites de projets (47 %). Reste à savoir dans quelle mesure les actions sont menées avec les jeunes et surtout à l'initiative des jeunes, pas seulement « pour et avec les jeunes » mais aussi « par les jeunes ».

Les animateurs identifient bien « le manque de participation des jeunes » comme la principale difficulté qu'ils rencontrent (42 %), mais les conditions de la participation sont-elles toujours réunies et en particulier la relation de confiance que les jeunes mettent si souvent en avant à la différence des autres acteurs jeunesse ?

### Une perception des jeunes plus réaliste

À la question « quels thèmes motivent les jeunes pour s'engager comme bénévoles ? », les animateurs répondent de façon largement convergente avec les jeunes, mais en surestimant tout de même leur volonté de s'engager sur quelques thèmes comme le sport (+ 28 %), la solidarité (+ 15 %), la culture (+ 15 %) et dans une moindre mesure l'animation (+ 9 %). Les deux seules thématiques sur lesquelles ils sous-estiment la volonté d'engagement des jeunes, c'est l'éducation (- 17 %) et la lutte contre les discriminations (- 7 %).

La même convergence existe concernant « les principaux freins à l'engagement », mais une sous-estimation importante concerne la question de la « confiance » (- 17 %), qui apparaît encore une fois sous-estimée par les adultes, « le manque de temps » (- 22 %) et la « distance » (- 12 %).

## LE POINT DE VUE DES PARTENAIRES

### Familles rurales et les Maisons familiales rurales (MFR) : comparaison des réponses des jeunes

#### *Plus de femmes et surtout des mineurs*

Les répondants de MFR, un peu plus de 2 000, comportent un peu plus d'hommes qu'à Familles rurales (36 % contre 30 %), mais restent majoritairement des femmes. Les trois quarts des jeunes ont entre 15 et 18 ans (contre 61 % pour Familles rurales).

#### *Des jeunes issus des classes populaires*

Dans les deux groupes, prédominent des enfants de classes populaires et surtout d'employés. Cela vaut tout particulièrement pour les jeunes de MFR : 34 % ont un père employé et 53 % une mère employée. Le pourcentage d'enfants d'employés est à FR moins élevé, surtout du côté du père (23 %) avec par contre 48 % pour la mère. On recense également à Familles rurales 22 % de pères ouvriers et 11 % de mères ouvrières, tandis que pour les MFR ils sont respectivement 23 % et 11 %.

Si à ces chiffres on ajoute les enfants d'agriculteurs (10 % pour les pères et 4 % pour les mères à MFR comme à Familles rurales), en considérant qu'agriculteurs, ouvriers et employés forment le gros des classes populaires, ce groupe représente 66 % des pères chez MFR et 58 % chez Familles rurales. Le profil des familles des jeunes de MFR est un peu plus populaire que celui de Familles rurales, dont par ailleurs 15 % sont enfants de cadres contre seulement 8 % à MFR.

Il y a également un taux significatif de mères qui ne travaillent pas, tant aux MFR (15 %) qu'à Familles rurales (12 %). Pour les hommes, ce taux n'est que de 6 % pour les MFR et 4 % à Familles rurales. Nous pouvons en déduire qu'en règle générale ces familles sont moins touchées par le chômage, au moment de l'enquête, si on rapporte ce taux aux moyennes nationales.

#### *Majoritairement des ruraux*

Comme à Familles rurales, 7 jeunes sur 10 sont des ruraux, ce qui est confirmé par les données objectives données par les réponses au questionnaire. Ils sont 65 % à vivre dans des communes de moins de 2 500 habitants (59 % pour Familles rurales) contre seulement 14 % dans des communes de plus de 10 000 habitants.

#### *Des jeunes qui vivent majoritairement chez leurs parents*

Les jeunes vivent pour une grande partie chez leurs parents (82 % contre 76 % pour Familles rurales). Ce différentiel peut s'expliquer en partie par le fait que les jeunes de MFR sont en moyenne moins âgés que ceux de Familles rurales.

#### *Plutôt des collégiens et des lycéens*

En cohérence avec ces données d'âge, les collégiens et lycéens représentent un pourcentage plus important aux MFR qu'à Familles rurales (65 % contre 53 %). À l'inverse, les étudiants (23 %) et les jeunes en emploi ou à la recherche d'un emploi (14 %) représentent un pourcentage plus élevé à Familles rurales contre 15 % d'étudiants et 14 % en emploi ou recherche d'emploi pour les MFR. On notera également le pourcentage important de stagiaires (34 %) et d'apprentis (12 %) aux MFR comparé à Familles rurales (respectivement 9 % et 8 %).

En cohérence avec l'âge, les jeunes de Familles rurales apparaissent plus diplômés (27 % contre 8 % au niveau bac que ceux de MFR) et s'orientent plus souvent vers des études plus longues comme en témoigne le plus grand nombre de titulaires d'un BEP ou CAP aux MFR (37 % contre 20 %).

### Les Maisons familiales et rurales (MFR)

Les Maisons familiales et rurales sont des établissements de formation par alternance. Elles accueillent chaque année 70 000 jeunes et adultes. Elles sont sous statut associatif de la loi 1901 et fédérées au niveau national. Parallèlement à Familles rurales, elles ont fait passer les questionnaires auprès de 2 000 jeunes en formation dans leurs maisons et de leurs parents.

Les jeunes de Familles rurales sont surtout dans l'attente d'une meilleure information sur les formations et les métiers (51 % contre 42 %), tandis que les jeunes de MFR attendent une meilleure orientation (52 % contre 47 %). Ce clivage fait encore apparaître la différence d'âge. Ils posent la même question mais dans des termes différents car à des stades différents. Les jeunes de Familles rurales, un peu plus âgés et engagés dans des études plus longues, sont surtout sensibles aux problématiques de formation et de débouchés. Moins âgés, les jeunes de MFR, pour 65 % collégiens ou lycéens, posent ces questions en termes encore de scolarité. L'information sur les métiers est pour les deux groupes une préoccupation importante (pour 42 % des jeunes de Familles rurales et 38 % de ceux des MFR).

#### ***De bonnes relations au sein de la famille***

Les deux groupes se sentent bien dans leurs familles. Nous retiendrons cependant que les jeunes de MFR témoignent un peu plus souvent de relations difficiles : 11 % (contre 7 % pour Familles rurales).

#### ***Des projets à court terme qui convergent***

Les deux groupes définissent comme projet à court terme : « terminer leurs études » (73 % à Familles rurales et 71 % aux MFR). Ils s'accordent aussi pour placer ensuite l'emploi, dans un pourcentage plus important pour les jeunes des MFR (40 % contre 31 %). En troisième position pour les MFR arrive le permis (30 %), comme pour Familles rurales, ex aequo avec le l'intention de profiter de la vie.

#### ***Des difficultés modérées***

Les difficultés rencontrées sont récapitulées dans un tableau ci-dessous. En règle générale, elles sont à un niveau relativement faible, ce qui est convergent avec le fort taux de satisfaction quant à leur situation actuelle : 93 % pour les jeunes de MFR (89 % pour les jeunes de Familles rurales). Les réponses font apparaître que les jeunes estiment en général rencontrer peu de difficultés : aucune des thématiques ne dépasse 25 %.

Pour les MFR, les plus grandes difficultés se cristallisent (mais à un niveau assez bas) sur la question des études. Du côté de Familles rurales, les difficultés se concentrent autour des questions de transports pour les plus jeunes et de l'autonomie financière pour les plus âgés.

Difficulté rencontrée	Familles rurales	MFR	Comparaison FR / MFR
Autonomie financière	21 %	18 %	+
Études	15 %	19 %	-
Emploi	17 %	10 %	+
Logement	8 %	3 %	+
Santé	6 %	6 %	=
Loisirs	9 %	6 %	=
Amis	4 %	4 %	=
Mobilité	14 %	9 %	+
Transport	25 %	16 %	+
Famille	7 %	10 %	-
Numérique	4 %	3 %	+
Homme/Femme	5 %	3 %	+
Droits	18 %	10 %	+

Globalement, les jeunes de Familles rurales rencontrent plus de difficultés que ceux des MFR : dans 8 situations sur 13. C'est encore certainement une question d'âge, comme le met en évidence le fort différentiel autour des transports (9), des droits (8), de la mobilité (5) et de l'autonomie financière (4). Significatif, toujours dans le même sens du critère d'âge, les pourcentages les plus importants de difficultés rencontrées par les jeunes de MFR concernent les études et les relations dans le cadre de la famille.

Sur un panel de questions différentes, donc pas totalement comparables, les jeunes interrogés par le MRJC pointaient comme principaux handicaps à l'installation de jeunes en milieu rural : le manque de commerces (25 % en premier choix), le manque d'emplois (19 % en premier choix), le manque de transports en commun (14 % en premier choix) et le vieillissement de la population (11 % en premier choix)<sup>13</sup>.

#### ***Un attachement au milieu rural partagé***

Ces jeunes qui se trouvent plutôt bien ont également un rapport positif au rural. Les jeunes de MFR comme ceux de Familles rurales considèrent de façon majoritaire et dans des pourcentages quasi identiques (66 et 67 %) que le rural est un lieu de vie comme un autre. Ils sont cependant, dans les deux groupes, un quart à considérer que c'est une chance (26 et 27 %). Les deux groupes manifestent en fait un attachement certain au rural, même si c'est dans des termes différents.

En effet, 39 % des jeunes de Familles rurales pensent qu'ils seront amenés à partir mais s'imaginent revenir, tandis qu'ils ne sont que 29 % pour les jeunes des MFR. Ce chiffre est contrebalancé par le fait que 37 % des jeunes de MFR comptent bien y rester, alors qu'ils ne sont que 31 % à Familles rurales. Si nous faisons la somme des réponses aux deux questions, 66 % des jeunes de MFR n'envisagent pas leur avenir en dehors du rural et 70 % pour les jeunes de Familles rurales. Le rural c'est chez eux, tant à Familles rurales qu'aux MFR.

#### ***Un peu moins engagés mais avec les mêmes motivations altruistes***

Les jeunes des MFR ont un rapport un peu moins actif au bénévolat que ceux de Familles rurales (40 % des jeunes des MFR ont été ou sont bénévoles contre 51 % pour Familles rurales). Les deux groupes partagent à peu près dans les mêmes proportions des motivations altruistes (en premier le fait d'être utile et en second « aider les autres », cités par 1 jeune sur 2 pour les 2 items dans les 2 groupes). En troisième position, les deux groupes citent la rencontre d'autres personnes. Pour les MFR, vient ensuite la défense d'une cause, tandis que pour Familles rurales, c'est la prise de responsabilités (pour ¼ des jeunes dans les deux groupes).

#### ***Mais des domaines d'engagements proches***

Concernant les domaines d'engagement, dans les deux groupes sont privilégiés le sport et l'aide humanitaire (46 % et 34 % pour les MFR, contre 40 % et 36 % pour Familles rurales). À noter qu'à Familles rurales, l'aide humanitaire arrive presque au même niveau que le sport. La santé est placée en troisième position par les jeunes des MFR (27 % contre 22 % à Familles rurales), tandis que c'est l'animation chez les jeunes de Familles rurales (avec 34 %). Et la solidarité attire un bon quart des jeunes des deux groupes.

#### ***Le manque de temps, véritable frein à l'engagement***

En ce qui concerne les principaux freins à leur engagement, les jeunes de Familles rurales comme des MFR soulignent, dans le même ordre, le manque de temps (61 % à Familles rurales et 56 % aux MFR), puis l'âge (respectivement 23 % et 26 %) et le manque de confiance (22 % et 23 %).

#### ***Les loisirs les plus appréciés***

Arrivent en tête, les trois mêmes réponses mais dans un ordre différent. Pour les MFR, c'est d'abord se retrouver entre amis (58 %), puis le sport (50 %), et ensuite les sorties (43 %), tandis que pour Familles rurales, c'est d'abord le sport (56 %), puis se retrouver entre amis (53 %), et enfin les sorties (34 %).

---

<sup>13</sup> MRJC, *op. cit.*, p. 30.

## Familles rurales et MFR : comparaison des réponses des parents

### ***Un profil un peu plus masculin***

Le profil des répondants aux enquêtes est légèrement plus masculin pour les MFR que pour Familles rurales, 26 % contre 19 %.

### ***Un profil un peu moins rural***

Ils sont 55 % à vivre dans des communes de moins de 2 500 habitants (contre 73 % pour Familles rurales), et le nombre de familles qui résident dans des communes de plus de 10 000 habitants est plus important : 16 % (contre 6 % à Familles rurales). Si on inclut les familles qui vivent dans des communes de plus de 7 500 habitants, les familles issues des MFR habitent moins souvent dans des zones rurales denses (40 % contre 48 % pour Familles rurales), et donc plus souvent dans des zones urbaines (20 % contre 6 %).

À travers ces chiffres se dessine une implantation un peu plus urbaine des familles de MFR avec un poids relativement moins important du rural isolé et du rural dense. À noter que le lieu de vie des familles ne peut être directement connecté à l'implantation de la MFR.

### ***Des parents plutôt issus des classes populaires***

Prédominant parmi les parents des deux mouvements le monde des employés (44 % pour les deux groupes) et de façon plus générale des classes populaires avec un profil un peu plus marqué dans ce sens pour les familles en MFR. Le nombre d'ouvriers par exemple y est plus important (11 % contre 5 % pour Familles rurales) comme celui des agriculteurs (8 % contre 5 %). Par contre, le nombre de cadres et professions supérieures est plus important parmi les parents de Familles rurales (10 % contre 6 % pour les MFR).

### ***Moins de couples mariés, et plus de foyers monoparentaux***

Le profil des couples est également légèrement différent. Le corpus des parents de MFR compte moins de couples mariés (67 % contre 74 % pour Familles rurales), plus de foyers monoparentaux (15 % contre 11 %) et davantage de familles recomposées (9 % contre 4 %). Les unions libres et les PACS sont par contre un peu moins nombreux dans les familles de Familles rurales (respectivement 8 % contre 6 % et 4 % contre 1 %).

### ***Un nombre d'enfants au dessus de la moyenne nationale***

En ce qui concerne le nombre d'enfants par famille, la moyenne est de deux à trois enfants (77 % à Familles rurales et 78 % pour les MFR). La composition de la famille pour les deux mouvements se situe au-dessus de la moyenne nationale. Les familles composées de trois enfants et de quatre enfants ou plus sont cependant plus nombreuses pour les MFR (taux respectivement de 36 % contre 31 %, et de 16 % contre 12 %).

### ***De bonnes relations au sein de la famille***

Les relations avec les enfants sont bonnes (cumul des réponses « plutôt bonnes » et « très bonnes ») pour les parents des deux réseaux (89 % pour les MFR contre 91 % pour Familles rurales). Les raisons invoquées à cette bonne entente varient légèrement : les deux groupes privilégient le dialogue à (68 % pour Familles rurales et 70 % pour les MFR).

Les parents de MFR accordent un peu plus d'importance au respect que ceux de Familles rurales (41 % contre 32 %) et dans une moindre mesure à l'écoute (35 % contre 31 %). Par contre, les parents de Familles rurales accordent une place plus importante au fait d'avoir des activités en commun (24 % contre 18 % pour les MFR) et à l'esprit, la culture, la tradition (16 % contre 9 %).

Pour les deux mouvements, les parents considèrent que ce qui leur manque le plus est le temps à consacrer aux enfants (61 % en MFR contre 58 % à Familles rurales). Si chacun des deux groupes de parents aspire à pouvoir échanger plus avec d'autres familles, cette attente est un peu plus importante pour les familles de Familles rurales (39 % contre 32 %), tandis que le souhait d'être mieux informés et documentés est davantage exprimé par les parents de MFR (26 % contre 20 %).

Les parents de MFR citent la scolarité comme première source de conflits avec les enfants (61 % contre 59 % pour Familles rurales), alors que pour ceux de Familles rurales, la scolarité et les tâches domestiques sont des sources de conflit presque équivalentes (59 % la scolarité et 55 % les tâches domestiques). Les amis, les copains font plus souvent l'objet de dissensions pour les parents de MFR (24 % contre 7 %), de même que les questions de tabac, alcool, drogue, mais la différence est moins grande (17 % contre 14 %).

Si les parents des deux groupes apprécient chez les jeunes le fait d'apporter des idées nouvelles (52 % à Familles rurales et 54 % pour les MFR), ceux des MFR citent davantage leur talent à valoriser et leur énergie (respectivement 40 % et 25 % pour les MFR contre 37 % et 22 % pour Familles rurales). Les familles de Familles rurales accordent une importance plus importante à l'« autre regard » porté par les jeunes (49 % contre 35 %).

Les familles de MFR considèrent que les personnes les plus proches de leurs enfants sont leurs frères et sœurs (29 %) puis dans une proportion moindre leurs amis (17 %), tandis que pour les parents de Familles rurales, ce sont les amis, qu'ils placent au même niveau que la fratrie (à savoir 21 %).

Les parents de Familles rurales accordent une place légèrement plus importante que les parents des MFR à l'autonomie financière de leurs enfants (29 % contre 26 % pour les MFR). Les deux groupes placent comme une préoccupation importante de leurs enfants les études (29 % pour Familles rurales et 27 % pour les MFR) et l'emploi, ce dernier point étant davantage exprimé par les parents des MFR (35 % contre 27 % pour Familles rurales).

#### ***L'attachement des jeunes au milieu rural***

Le rapport des enfants au milieu rural est perçu comme positif par les deux groupes de parents, mais de manière plus importante pour les MFR (54 % contre 45 % pour Familles rurales). Les parents des MFR sont un peu moins nombreux à penser que leurs enfants vont partir et revenir (40 % contre 53 % pour Familles rurales). À l'inverse, ils sont plus nombreux à penser qu'ils veulent rester en milieu rural (35 % contre 17 %), à penser que vivre en milieu rural est une chance (21 % contre 18 % pour Familles rurales) et que la nature, le cadre de vie, l'environnement sont la raison principale de leur attachement au rural (72 % contre 70 % pour Familles rurales). Dans les deux réseaux, c'est un handicap pour 7 % des jeunes.

Dans les deux réseaux, ce sont les frais liés à la scolarité et aux études de leurs enfants qui représentent la dépense la plus importante (85 % contre 62 % pour Familles rurales). Arrivent ensuite, loin derrière, le logement et les loisirs dans une proportion plus importante pour Familles rurales (respectivement 14 % contre 5 % pour les MFR, et 13 % contre 4 %).

#### ***Le rapport à l'avenir***

Pour les parents des deux réseaux, leurs enfants auraient en premier lieu comme projet à court terme de terminer leurs études (80 % pour les MFR, contre 60 % pour Familles Rurales).

En deuxième position, on trouve le besoin de trouver un emploi pour les parents des MFR et profiter de la vie pour Familles rurales. Et en troisième, c'est trouver un emploi pour Familles rurales et passer le permis pour les MFR. En effet, dans le cadre des MFR, la formation par alternance est exigeante en termes de mobilité, avec des stages fréquents à réaliser tout au long de l'année scolaire. Cela peut expliquer que la question du permis de conduire y soit plus marquée qu'à Familles rurales.

Lorsqu'on les interroge sur leur façon d'envisager l'avenir de leurs enfants, les parents des deux réseaux se disent « attentifs et vigilants » (53 % pour Familles rurales, 46 % pour les MFR) et dans une moindre mesure « inquiets et angoissés » (25 % pour Familles rurales et 32 % pour les MFR).

#### ***L'évolution de la place des jeunes***

Globalement, les parents des deux réseaux pensent que les jeunes trouvent leur place plus facilement qu'hier dans la famille (34 % pour Familles rurales et 36 % pour les MFR), mais plus difficilement qu'hier dans la société (65 % pour les MFR et Familles rurales), et autant qu'avant en milieu rural (32 % pour Familles rurales et 27 % pour les MFR).

***Politique publique en faveur des jeunes***

Pour ce qui est de la politique publique de jeunesse, environ les deux tiers des parents des deux réseaux (60 % pour Familles rurales et 68 % pour les MFR) souhaitent que son intervention porte prioritairement sur des domaines spécifiques (logement, santé, emploi...), et juste derrière, en finançant des aides directes aux jeunes telles que des allocations, des bourses ou des prêts (65 % pour les MFR et 51 % pour Familles rurales).

Pour ce qui est des risques à prévenir de manière prioritaire, les parents des deux réseaux citent dans le trio de tête mais dans un ordre différent : le chômage, l'échec scolaire et l'insécurité/violence sociale pour les MFR (respectivement 58 %, 55 % et 32 %), et l'échec scolaire, le chômage et l'insécurité/violence sociale pour Familles rurales (avec respectivement 54 %, 51 % et 41 %).

## CONCLUSION : DES PISTES POUR DEVELOPPER L'ACTION JEUNESSE

L'analyse des réponses des cinq cibles montre que les attentes et les préoccupations des jeunes sont trop souvent mal identifiées, ce qui nécessite de réinterroger les pratiques afin de mieux les prendre en compte dans les actions conduites au sein du mouvement en direction des jeunes et ce, à tous les niveaux.

### Passer d'une logique d'animation à une logique d'accompagnement

Les jeunes expriment des attentes par rapport à Familles rurales comme espace d'initiatives, de projets et d'expériences. Et au vu des réponses, seulement une minorité perçoit Familles rurales comme un espace d'engagement et d'exercice du bénévolat.

Pourtant Familles rurales est déjà en soi un lieu d'investissement pour les jeunes, notamment à travers l'animation volontaire, le soutien aux projets et le service civique.

Cet engagement devrait être mieux valorisé et mis en avant par le réseau. Il s'agit de développer Familles rurales non seulement comme espace d'activités et de projets, mais aussi d'initiatives, de rencontres et de propositions.

Car à travers le développement d'initiatives, d'expériences, la mise en œuvre de projets, sont mobilisées d'autres capacités, à savoir le « pouvoir agir » des jeunes, leur capacité à initier une action qui fasse événement, qui anime ou dynamise les territoires. Les jeunes découvrent ainsi leur utilité sociale par l'action.

Il apparaît incontournable de faire évoluer une approche posée jusqu'ici essentiellement en termes d'activités, avec comme modèle, celui des accueils collectifs de mineurs. Il s'agit de sortir des logiques occupationnelles et de faire une place plus importante à l'écoute, aux temps et aux espaces de rencontre entre jeunes, à l'accompagnement des projets et au soutien des initiatives.

### Faciliter les mobilités

À la question « si l'on vous donnait une baguette magique, que feriez-vous ? », un jeune de Coulommiers répond « pouvoir se téléporter pour se déplacer comme on veut ». La question des mobilités est l'une des principales préoccupations des jeunes, même si à travers la réponse au questionnaire elle n'apparaît pas prioritaire, car ils se débrouillent.

Elle se cristallise autour de la question de l'éloignement, voire de l'isolement (isolement des autres, éloignement des centres d'animation, des commerces, des lieux culturels...), de leur dépendance des parents pour se déplacer pour les plus jeunes. Ces points reviennent régulièrement comme préoccupations à travers la réponse aux questions ouvertes, tant chez les parents que les jeunes. Car c'est important « d'aller voir ailleurs », de découvrir d'« autres mondes sociaux ».

Toutes les expériences de mobilité sont pertinentes, que ce soient les sorties, les séjours de vacances, les échanges, autant de découvertes pour les jeunes de leurs capacités d'adaptation intellectuelles, psychologiques, physiques et sociales. Autour de la question de la mobilité, ce qui se joue encore c'est la question de leur espace de socialisation et de leur accès à l'autonomie.

### Être porte parole avec et pour les jeunes ruraux

Leurs préoccupations relatives à l'accès à l'autonomie, à travers les études, l'orientation, l'accès à l'emploi et à un logement, doivent être prises en compte, même si elles n'entrent pas nécessairement dans le champ habituel des actions de Familles rurales.

« Vivre en milieu rural en famille », attente énoncée massivement par les jeunes, n'est-ce pas la raison d'être de Familles rurales ? Cela implique que l'association apparaisse engagée sur ces questions en général et en particulier dans leurs dimensions jeunes.

Cela implique que le mouvement se donne les moyens d'être porte-parole des jeunes ruraux et de leurs familles sur ces questions. Ce positionnement répond à l'identification forte de Familles rurales comme association de

défense des territoires ruraux, qui participe à la dynamisation dont on attend qu'elle favorise la vie. Familles rurales aide ou doit aider à vivre en milieu rural.

### **Reconnaître les jeunes comme une véritable ressource**

Il est important de prendre en compte les jeunes comme une véritable ressource du territoire dans toutes les actions menées par les acteurs de jeunesse en leur faisant une véritable place, en les associant, en prenant en compte leurs aspirations, en développant de véritables relations solidaires et intergénérationnelles, mais surtout en leur faisant confiance.

Les jeunes sont trop souvent absents du débat public, rarement associés aux décisions qui les concernent, et très souvent sous-représentés dans les associations en général, le réseau Familles rurales n'échappant pas à cette logique.

Pour y parvenir, il est nécessaire de modifier le regard et les pratiques, ce qui passe par une meilleure connaissance de la jeunesse, de ses centres d'intérêt, de ses pratiques, de ses attentes et de ses potentialités.

### **Susciter l'envie d'agir et de prendre des responsabilités**

Les jeunes ont une bonne image des associations et s'y investissent volontiers, si le fonctionnement correspond à leurs temps sociaux, si leur mission est adaptée à leurs capacités, si la nature des actions est en phase avec leurs centres d'intérêt et s'ils peuvent y prendre une vraie place, à savoir agir et être reconnus. Il est donc nécessaire de définir les modalités de cette participation et de les légitimer avec l'ensemble des acteurs du mouvement.

### **Définir une stratégie jeunesse partagée au sein du mouvement**

Plus largement, il est nécessaire de développer une démarche stratégique avec tous les acteurs qui vont porter l'action jeunesse, à savoir les fédérations (départementales, régionales et nationale), les associations locales, les familles et les référents (aussi bien professionnels que bénévoles), sans oublier les partenaires.

L'analyse des réponses a mis en évidence le besoin d'une définition partagée entre les différents acteurs des grandes lignes d'action en direction de la jeunesse. Dans cette perspective, et compte tenu du déficit apparu quant à la place des jeunes, il est impératif d'y associer les jeunes pour aboutir à un projet jeunesse pour le mouvement « avec, par et pour les jeunes ».

**L'INJEP, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, est un établissement public national placé sous la tutelle du ministre chargé de la jeunesse, qui a pour mission :**

- ➔ d'observer et d'analyser les pratiques et les attentes des jeunes, ainsi que les politiques et les actions qui leur sont destinées ;
- ➔ de participer à leur évaluation ;
- ➔ de réaliser et de diffuser des études et des analyses conduites dans ces domaines aussi bien sous forme papier que numérique ou dans le cadre de conférences, séminaires, colloques ou rencontres ;
- ➔ de contribuer à la connaissance et à l'analyse des politiques en faveur de la jeunesse des autres pays, particulièrement de l'Union européenne ;
- ➔ d'exercer une veille documentaire et de constituer un centre de ressources pour les acteurs de jeunesse et d'éducation populaire ;
- ➔ de proposer, en cohérence et en complémentarité avec ces missions, des activités de formation, d'études et de conseil, ou sa participation à l'organisation de manifestations en faveur de la jeunesse.

L'INJEP fonctionne ainsi comme un centre d'expertise et un laboratoire d'idées au service des politiques de jeunesse.

L'INJEP a, en outre, été désigné comme l'agence de mise en œuvre du volet Jeunesse et sport du programme européen Erasmus+.

L'INJEP, enfin, fait partie du groupement d'intérêt public constituant l'Agence du service civique.